

**REPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

**PROJET D'APPUI AUX FILIÈRES AGRICOLES (PAFA)**

**RAPPORT DE SUPERVISION**

**DÉCEMBRE 2012**

<b>NUMÉRO DU PRÊT:</b>	<b>752-SN</b>
<b>NUMÉRO DU PROJET:</b>	<b>1414</b>
<b>NUMÉRO DU RAPPORT:</b>	<b>2864-SN</b>



**RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

PROJET D'APPUI AUX FILIÈRES AGRICOLES (PAFA)

PRÊT FIDA NO. 752-SN

Mission de Supervision: 03 au 09 décembre 2012

Rapport de Supervision

**A. Introduction**

1. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est rendue au Sénégal du 03 au 09 décembre 2012 pour assurer la supervision du PAFA. Cette mission avait pour objectifs de: i) évaluer la performance globale du projet et son impact et constater son état d'avancement en mettant l'accent sur les produits et réalisations des différentes composantes ; ii) examiner la mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de juillet 2012; iii) faire l'état des lieux sur la mise en œuvre de sous-projets d'accès aux marchés à travers la contractualisation entre les Organisations de Producteurs (OP) et les Opérateurs de Marché (OM) ; iv) apprécier le démarrage effectif des activités relatives aux infrastructures financées principalement par l'OFID et le démarrage du partenariat avec BRAVAFOR dans le domaine des aménagements hydro-agricoles ; v) apprécier les indicateurs de SYGRI et de l'enquête socio-économique; vi) examiner le fonctionnement effectif du système de suivi et évaluation (collecte de données, structures impliquées, fréquence de la collecte, compilation, traitement/analyse, diffusion, etc.) ainsi que la désagrégation des données selon le genre et l'âge; vii) examiner et apprécier le fonctionnement et la durabilité du système d'accès aux intrants mis en place par le projet en évaluant la capacité des producteurs à contribuer aux coûts des intrants ; viii) apprécier la prise en compte des aspects genre dans la mise en œuvre des SPAM à travers la contractualisation OP/OM. Plus particulièrement le financement des SPAM bénéficiant aux jeunes et femmes ou les SPAM portés par les jeunes et les femmes ; ix) apprécier l'accès aux intrants par les jeunes et les femmes ; x)apprécier la qualité de la gestion administrative et financière du Projet, en particulier, l'acquisition des biens et services, le suivi des contrats, la tenue de la comptabilité et le respect des clauses de l'Accord de Prêt et les Amendements y afférents etc.; xi) évaluer les difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités du projet et faire des recommandations pour une meilleure exécution des activités du projet.

2. A son arrivée à Dakar, la mission a rencontré les principaux partenaires du projet à savoir : le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du projet), le Ministère de l'Économie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural (Coopération espagnole, l'Union Européenne, l'ONG Heifeil, etc.).

3. La mission s'est rendue dans les régions de Kaolack, Diourbel, et Kaffrine où elle a rencontré les autorités administratives et locales. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Gestion du Projet (UCP). Sur le terrain, la mission a visité certaines réalisations, s'est entretenue avec les bénéficiaires et les autres acteurs concernés et a recueilli leurs avis et suggestions qui ont servi de base à cet Aide-Mémoire. Concrètement, elle a visité les GIE Sant Yalla de Tallagne (42 ménages: périmètre maraîcher de 5 ha), Kane Kane, Sarème Sérère et Keur Sogui (75 ménages: 150 ha de mil) dans la région de Diourbel ; le GIE DiappoNek Ben (110 ménages : 220 ha de mil) dans la région de Kaolack et; les GIE Fass Nguérane, Dental Nanodiral, And Jeuf, Takkuligwey et ASC Manko (313 ménages : 164 ha de mil, 100 ha de sésame et 132 ha de maïs) dans la région de Kaffrine.

4. A la fin de la visite de terrain, une réunion s'est tenue à Kaolack dans les locaux de l'UCP du projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA) le 09 décembre 2012 pour partager avec l'équipe du projet les principales conclusions et recommandations de la mission. A Dakar, la restitution s'est tenue au Ministère de l'Économie et des Finances le 20 décembre 2012. Elle a été présidée par la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF) et avait pour objet de présenter les principales conclusions de la mission aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Dans le même sens, la mission a rencontré le Ministre de MAER. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différents partenaires du projet.

5. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture (Cabinet, SG, DAPS), de l'Économie et des Finances, les Autorités Administratives, les cadres et les bénéficiaires du projet pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

## **B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet**

6. Le PAFA intervient dans les régions de Kaolack, Diourbel, Fatick et Kaffrine. Son objectif de développement est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées.

7. Les résultats du projet sont très significatifs dans le domaine de l'amélioration de la productivité agricole grâce à l'accès à temps des petits producteurs aux intrants agricoles (semences et engrais) de qualité et au conseil agricole de proximité, assuré par le bon fonctionnement du partenariat entre le projet et ses structures partenaires de mise en œuvre (ANCAR, DRDR, IRSV, CADL, etc.), qui a permis une adoption des bonnes pratiques agricoles. L'atteinte de ces résultats est également due à un accès au marché garanti des producteurs par la contractualisation entre les OP et les OM pour la vente des excédents de productions avant même la récolte, à des prix négociés et rémunérateurs.

8. Grâce aux appuis du projet, la production des cultures ciblées (mil, sorgho, niébé, sésame, maïs et bissap) a fortement augmenté dans la zone d'intervention du projet. En effet, pour la campagne agricole 2012/2013, les superficies emblavées sont de 5298 ha pour le mil (2751 ménages) pour une production d'environ 7100 tonnes. Elles sont de l'ordre de 1570 ha pour le sésame (1444 ménages) pour une production d'environ 750 tonnes. Pour le niébé, environ 1100 ha (1085 ménages) ont été emblavés pour une production d'environ 660 tonnes. S'agissant de bissap, près de 270 ha ont été emblavés (562 ménages) pour une production de près de 80 tonnes attendues. Quant au maïs, près de 380 ha (382 ménages) ont été emblavés pour une production d'environ 480 tonnes. Enfin, en ce qui concerne le sorgho, 40 ha (17 ménages) ont été emblavés pour une production de près de 100 tonnes.

9. L'augmentation de cette production a été rendue possible suite à l'utilisation de semences certifiées (54 tonnes), des fertilisants (933,5 tonnes de NPK, 668,9 tonnes d'urée, 266 tonnes de biofertil pour le bissap) et l'adoption des bonnes pratiques agricoles par les producteurs et productrices. En effet, les rendements moyens de ces cultures sont passés de 653 kg/ha à 1267 kg/ha pour le mil, soit une augmentation de 94 %; ils sont passés de 300 kg/ha à 466,5 kg/ha pour le sésame, soit une augmentation de 56%. Pour le niébé, le rendement moyen est passé de 350 kg/ha à 606,7 kg/ha, soit une augmentation de 73%. Concernant le maïs, le rendement moyen est passé de 1359 kg/ha à 2420 kg/ha, soit une augmentation de 78% et enfin pour le sorgho ce rendement est passé de 965 kg/ha à 2520 kg/ha, soit une augmentation de 161%.

10. A mi-parcours, les indicateurs de performance et des résultats du projet sont en phase d'être atteints. En effet, les sous projets d'accès au marché (SPAM) ont bénéficié à 7242 ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire, soit 83,6% de la cible du projet. Les femmes, les jeunes et les hommes adultes représentent respectivement 45,7%, 27,7% et 26,6% des porteurs de ces sous projets. La situation alimentaire des ménages vulnérables porteurs de sous-projets s'est nettement améliorée. En effet, la durée de la période de soudure qui était de 6 à 11 mois dans la zone d'intervention du projet lors de l'enquête de base de 2011, est réduite à 0 mois pour les ménages appuyés par le projet et pourrait être ramenée pour l'ensemble des ménages de la zone du projet à 2 à 3 mois, au vu du surplus de production dégagée par les ménages appuyés par le projet de la campagne agricole de 2012/2013 et de la bonne pluviométrie.

11. Dans une perspective de durabilité des acquis, le projet a mis l'accent sur l'autonomisation des acteurs des filières, l'internalisation du conseil agricole au niveau des OP, la concertation des acteurs des filières promues et la mise en place d'un mécanisme facilitant un accès garanti aux intrants (semences certifiées et engrais).

12. Pour permettre un accès garanti aux ressources hydriques, le projet a réhabilité 5 périmètres maraichers (9,5 ha) équipés de pompe solaire et de système d'irrigation goutte à goutte à partir d'un forage agricole. D'autres périmètres maraichers (30 ha) sont en cours de réhabilitation.

13. Concernant l'aviculture villageoise améliorée, près de 850 ménages ont été touchés dont 68,9% des femmes adultes, 23,2% des filles, 4,2% des jeunes garçons et 3,7% d'hommes adultes. L'amélioration de l'habitat, de l'alimentation et de la prophylaxie de la volaille villageoise a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages concernés.

14. Pour faciliter l'accès des petits producteurs et productrices aux marchés, la contractualisation commerciale entre OP et OM, initiée par le projet, se déroule normalement et augmente d'année en année. En effet, en 2011 les producteurs ont signé 36 contrats pour l'écoulement de 397 tonnes de sésame, 12 tonnes de niébé et 340 tonnes de mil à des prix négociés et rémunérateurs. En 2012, ils ont signé 148 contrats pour la commercialisation de 1572 tonnes de mil, 187 tonnes de niébé, 570 tonnes de sésame, 342 tonnes de maïs, 20 tonnes de sorgho et 54,6 tonnes de bissap. Ces contrats ont permis de renforcer les relations de confiance entre les producteurs et les OM et d'améliorer la transparence dans la négociation. Ils s'inscrivent également dans la durée ; les 36 contrats signés en 2011 ont été entièrement reconduits en 2012 et les quantités contractualisées ont parfois été multipliées par deux.

15. Dans le cadre de la structuration des filières, les tables filières mil/sorgho, niébé, sésame et bissap ont été mises en place et sont fonctionnelles. Le processus de mise en place des tables filières aviculture villageoise et maraichage est en cours et leur finalisation est prévue en juillet 2013. Ces tables mettent actuellement en œuvre des activités de multiplication de semences de mil, de sésame et de niébé, de promotion du «consommer local», de diffusion de solutions techniques et organisationnelles. Le programme de multiplication de semences mené par les organisations faitières des producteurs a permis de mettre à la disposition des bénéficiaires des SAPM des semences de qualité (2377 kg de semences certifiées de niébé, 8400 kg de mil et 6400 kg sésame).

16. En ce qui concerne les infrastructures communautaires, l'augmentation substantielle de la production a suscité des besoins importants en magasins de stockage passant d'un magasin en 2011 à 20 magasins en 2012. Toutefois, la mobilisation de la

contrepartie par la Communauté Rurale (CR) pour des investissements importants s'avère difficile (cas de 17 km de piste pour la CR de Latmingué).

17. Globalement, au 30 novembre 2012, le taux d'exécution physique du PTBA est de 82 %, tandis que le taux de décaissement du PTBA se situe à 71% et les taux par bailleur sont respectivement de 77% pour le FIDA, 48% pour l'ETAT, 39% pour l'OFID et 99% pour les bénéficiaires. Toutefois, avec la prise en compte des engagements et des dépenses à effectuer sur le mois de décembre, le taux de décaissement du PTBA 2012 serait de 82%.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Compte tenu du calendrier agricole, la mission recommande que l'UCP soit dotée du pouvoir juridique de contracter et d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée conformément à la législation nationale, à l'instar du PRODAM et du PADAER	MAER/UCP	30 mars 2013
Etudier avec les partenaires concernés, la possibilité de réduire la contrepartie de 10 % des collectivités locales	MEF/OFID/ Collectivités Locales	28 février 2013
Analyser avec les agences d'exécution, les organisations des producteurs les mécanismes de durabilité des acquis du projet	UCP/AGEX	immédiat

### C. Produits et réalisations

18. D'une manière générale, au 30 novembre 2012, l'état de mise en œuvre du PTBA 2012 se présente de la façon suivante:

#### **Information/sensibilisation des différents acteurs sur le projet.**

19. Pour insérer les jeunes ruraux sans emploi dans les filières ciblées, le projet a développé des partenariats avec l'Organisme Régionale de Coordination des Activités de Vacances (ORCAV) de Kaffrine et l'Union des Groupements de Femmes de Latmingué (UGF). Des ateliers de sensibilisation à l'endroit des jeunes ont été organisés et ont touché 500 jeunes hommes et filles. Un forum des jeunes a été organisé dans la région de Diourbel par le Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ) pour discuter des opportunités offertes par le projet, le mécanisme de financement des sous projets, le niveau d'implication des jeunes dans les activités socio-économiques de la région, les contraintes et opportunités des jeunes ruraux.

20. En partenariat avec l'Union des Groupements de Femmes de Latmingué (UGF), un atelier d'information sur les mécanismes de financement et de mise en œuvre des sous projets a été organisé. De même, En relation avec le Ministère de la Femme et le service départemental d'appui au développement local de Gossas, un atelier d'information pour les femmes a permis de toucher 81 femmes et 47 hommes.

21. Deux (2) réunions d'information et de sensibilisation des éleveurs sur les opportunités et les mécanismes de financement des sous projets d'élevage (embouche, aviculture villageoise, lait, etc.) ont été organisées, auxquelles ont pris part 57 personnes (responsables de Maisons des Eleveurs, dispositif d'appui des IRSV du niveau régional, départemental et poste).

22. Les opérateurs de marché (commerçants, fournisseurs d'intrants, transformateurs) ont été sensibilisés dans le but de stimuler leur implication dans la commercialisation des produits agricoles. Un potentiel d'opérateurs de marché d'environ 650 OM a été identifié dans la zone d'intervention, dont 208 unités de transformation de produits agricoles, 430 commerçants et commerçantes, 17 exportateurs et 6 réceptifs hôteliers.

23. Pour permettre aux producteurs et l'ensemble des acteurs de disposer d'information sur les mécanismes de mise en œuvre du projet, des émissions dénommées « info-filières » servent de cadre de partage d'information et d'échange entre les acteurs intervenant dans les filières et le projet.

24. **Mise en œuvre des sous projet d'accès au marché (SPAM).** Le Projet a retenu 116 SPAM en 2012 dont 112 ont été mis en œuvre, soit 96,55%. En 2012, les sous projets concernent 50 SPAM de production de mil/sorgho (5316 ha ; 2 751 ménages), 10 de sésame (1 600 ha ; 1 444 ménages), 43 de niébé (1 090 ha ; 1 085 ménages), 6 de bissap (266 ha ; 562 ménages), 3 en maïs (382 ha ; 382 ménages), 38 en aviculture (846 poulaillers ; 898 ménages), 1 en apiculture (50 ruches ; 50 ménages) et 1 en exploitation des produits halieutiques (70 ménages). Au total, 7 242 ménages vulnérables membres de 152 OP ont été appuyés.

25. Pour les **SPAM mil/sorgho**. Les quantités d'intrants distribuées sont de 21,2 tonnes de semences, 533,6 tonnes de NPK et 513,8 tonnes d'urée. En moyenne, le coût des intrants (matières) est de 54 000 F CFA/ha, avec une marge brute à l'hectare sans la valorisation de la main d'œuvre de 155 850 F CFA pour un rendement moyen de 1267,3 kg/ha. Concernant les **SPAM sésame**, les quantités d'intrants distribuées par les OP sont de 6,4 tonnes de semences, 160 tonnes d'engrais NPK et 80 tonnes d'urée. Le coût des intrants (matières) est de 43 000 F CFA, avec une marge brute à l'hectare de 120 275 F CFA pour un rendement moyen de 466,5 kg/ha. Pour les **SPAM niébé**, les intrants distribués par les OP sont de 17,44 tonnes de semences certifiées et 163,5 tonnes d'engrais NPK. En moyenne, Le coût des intrants par ménage est de 54 000 F CFA, avec une marge brute par hectare de 128 010 F CFA pour un rendement moyen de 606,7 kg/ha. Quant aux **SPAM bissap**, les OP bénéficiaires ont acheté et distribué 1,064 tonnes de semences et 266 tonnes d'engrais biofertil. Par hectare, le coût des intrants est de 83 500 F CFA, la marge brute est de 126 000 F CFA pour un rendement prévisionnel de 300 kg/ha. Pour les **SPAM maïs**, les intrants achetés et distribués par les OP sont de 7,64 tonnes de semences certifiées, 76,4 tonnes d'engrais NPK et 57,3 tonnes d'urée. En moyenne, Le coût des intrants (matières) est de 111 000 FCFA/ha. La marge brute des SPAM maïs par hectare est de 432 600 F CFA pour un rendement moyen de 2 420 kg/ha. Par rapport aux **SPAM aviculture villageoise améliorée**, les poulaillers vont abriter 8 460 sujets dont 846 coqs raceurs pour l'amélioration génétique de la race locale. Les 3 sous projets démarrés en 2011 ont largement contribué à la sécurité alimentaire des ménages (1 860 poulets et 2 977 œufs autoconsommés) et à l'augmentation des revenus à travers la commercialisation de 1 869 sujets et 2 008 œufs. En moyenne la marge par ménage est de 94 000 F CFA par poulailler. A propos des **SPAM apiculture**, pour améliorer la qualité de la production de miel, le projet a mis à la disposition des producteurs 50 ruches modernes et une miellerie équipée d'extracteurs, presses, balance, etc. Le GIE DABAKH MIEL est actuellement membre de la centrale d'achat au niveau de l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) à Dakar. Les premières récoltes sont attendues en février et juillet 2013. En ce qui concerne les **SPAM exploitation produits halieutiques**, le sous projet cofinancé avec l'organisation des producteurs de Marlothie dans les Iles du Saloum et la fédération locale des GIE de Dionwar, va bénéficier à 70 ménages vulnérables pour améliorer la qualité des produits halieutiques destinée aux opérateurs de marché (commerçants, réceptifs hôteliers, etc.).

26. **Transformation de produits agricoles.** Le projet a consolidé 7 unités de transformation de produits agricoles (Etablissement Keur Yaye Aby Ndao, GIE Mame Diarra Bouso, GIE KharituXaleyi, REFABEC, la Centrale d'Achat de Touba Toul, les Femmes Transformatrices de Sokone, l'Union Régionale des Femmes Coopératrices de Kaolack) par l'acquisition de 35 Autorisations de Fabrication (FRA) pour 35 produits

conformément aux normes de qualité et d'hygiène. Ces autorisations vont ouvrir des débouchés supplémentaires à ces unités. De plus, ces unités de transformation ont acquis 3 moulins, 5 séchoirs, 4 épierreuses qui vont augmenter leurs capacités de production et améliorer la qualité.

27. **Cofinancement des SPAM.** Pour le financement des sous projets, les OP ont mobilisé 246 004 226 F CFA pour leur contribution (40% pour les SPAM de 2011 et 20% pour les sous projets de 2012), à travers l'épargne locale et le crédit de campagne. Quatre (4) OP ont procédé à l'extension de leurs superficies de 439 ha (27 ha de mil et 412 ha de sésame). Les sous projets ont été intégralement financés par les OP.

28. **Semences certifiées.** Au total, les OP ont distribué, en semences certifiées, 21,42 tonnes de mil/sorgho, 17,44 tonnes de niébé, 6,4 tonnes de sésame, 1,064 tonnes de bissap et 7,64 tonnes de maïs.

29. **Matériel agricole.** Au total, 298 semoirs, 239 houes sine et 10 houes occidentales ont été acquis. Le nombre d'unités en place représente respectivement 85%, 76% et 100% de la demande en semoir, houe sine et houe occidentale des OP porteuses des SPAM pour l'année 2012.

30. **Infrastructures d'irrigation à la parcelle.** A ce jour, au titre du PTBA 2012, les principales réalisations sont les 6 périmètres maraîchers réhabilités<sup>1</sup> totalisant 15,25 ha sur 12,5 ha prévus (soit 122 %). Ces périmètres sont équipés de système d'irrigation au gandiola avec l'utilisation d'électropompes ou de pompes solaires ou de système d'irrigation au goutte-à-goutte selon le cas. Cependant, l'équipement pour 3 périmètres de réseau d'irrigation au goutte-à-goutte: Darou Fanaye (5ha), Keur Ousmane Kane (5ha) et Kéwré (5ha), soit 15ha, attend la contrepartie des OP. Pour tous les périmètres réhabilités, des comités de gestion et d'entretien des infrastructures d'irrigation sont mis en place, formés sur l'utilisation et les méthodes d'entretien et de maintenance et sont fonctionnels.

31. Infrastructures communautaires: 9 magasins de collecte primaire et 11 magasins de stockage sont en construction sur 16 prévus dont 10 magasins de collecte primaire et 6 magasins de stockage. La réception est prévue en fin décembre 2012. Chacun des magasins est muni d'une salle de collecte, d'une salle polyvalente, d'un bureau, des toilettes hommes et des toilettes femmes. Les comités de gestion et d'entretien sont mis en place pour 18 magasins et les autres le seront avant fin décembre 2012. Ils seront formés sur les méthodes de gestion, d'entretien et de maintenance et les mécanismes générateurs de revenus permettant d'assurer les entretiens des ouvrages au besoin

## **D. Avancement de l'exécution du projet**

### **Information/sensibilisation/communication.**

32. Quatre-vingt-six (86) ateliers de sensibilisation ont été organisés dans la zone d'intervention du projet qui ont connu la participation de plus de 3500 producteurs. Ces ateliers ont permis aux producteurs d'avoir une meilleure connaissance de la démarche du projet, des résultats attendus et des opportunités offertes. Pour mieux atteindre les producteurs et productrices ciblés, ces ateliers ont été organisés au niveau des villages et des chefs-lieux des communautés rurales.

---

<sup>1</sup>Ndallane (1ha), DarouKeur Balla et Ndobène (2ha), Sadioga (1,25ha), Tallagne (5ha) et sambé (6ha)



33. **Mise en œuvre des SPAM.** Globalement pour la deuxième année d'intervention, 8602 ha sont effectivement emblavés en mil/sorgho, niébé, sésame, bissap et maïs soit un taux d'exécution de 99,4% par rapport aux prévisions. Les niveaux d'atteinte des objectifs de pré-évaluation sont de 115 % pour la filière mil/sorgho, 92.4 % pour le niébé, 55,2% pour le sésame, 27% pour le bissap, 77 % pour la filière aviculture villageoise améliorée (nombre de poulaillers construits). Ces sous projets ont bénéficié à 7242 ménages vulnérables dans le bassin.

34. **Périmètres maraîchers.** Par rapport aux périmètres maraîchers, les travaux de réhabilitation et d'équipement de 15 ha sont en cours. En effet, pour les périmètres de Darou Fanaye, Kéwré et Keur Ousmane Kane qui font 15ha (soit 5 ha par périmètre) bénéficiant à 120 ménages, le processus de passation des marchés est bouclé. Chacun des périmètres sera équipé de 40 kits familiaux d'irrigation au goutte-à-goutte de 1 250 m<sup>2</sup>. L'exécution de ce projet est ralentie par la non disponibilité de la contrepartie des OP. Pour le périmètre de Sambé (communauté Rurale de Patar) d'une superficie de 6ha, la commande de 2 pompes solaires est lancée et les travaux vont démarrer le 24 décembre 2012 pour prendre fin au cours du même mois. Mais, en ce qui concerne le périmètre de Ngane (commune de Kaolack) totalisant 10ha, l'étude de faisabilité est en cours pour l'équiper en pompes solaires ou en électropompes immergées avec des groupes électrogènes consommant du gasoil. Ce processus accuse du retard du fait que la zone de Ngane n'est pas encore délibérée par les autorités.

35. **Infrastructures communautaires.** Vingt (20) magasins dont 9 magasins de collecte primaire d'une capacité totale de 60 tonnes/magasin (2 dans la région de Diourbel, 2 dans la région de Fatick, 2 dans la région de Kaffrine et 3 dans la région de Kaolack) et 11 magasins de stockage d'une capacité de 120 tonnes/magasin (1 dans la région de Diourbel, 1 dans la région de Fatick, 4 dans la région de Kaffrine et 5 dans la région de Kaolack) sont en cours de construction et la réception provisoire est prévue en fin décembre 2012. Ils seront tous équipés avant fin décembre 2012.

36. S'agissant de la piste de production de 17 km reliant le chef lieu de la CR Latmingué et le village de Keur Mamour seck, l'étude d'avant-projet détaillée sera achevée en mi-janvier 2013 et les travaux débuteront en avril 2013.

37. **Concertation interprofessionnelle par filière.** Pour faciliter la concertation entre les acteurs des filières promues au niveau national, le projet a mis en rapport les acteurs des tables filières du Bassin arachidier avec les acteurs organisés de ces mêmes filières dans d'autres régions du Sénégal, pour préparer la mise en place ou le renforcement les embryons d'interprofessions existantes. Dans ce cadre, les Tables Filières s'ouvrent aux autres régions du Sénégal comme Louga (Table Filière Niébé), Kolda et Tambacounda (Table Filière Sésame), Dakar (filière niébé, sésame, mil et bissap). La Table Filière Mil/Sorgho a intégré le bureau provisoire du cadre interprofession céréale, en vue de la mise en place d'une interprofession regroupant les acteurs des filières mil, maïs et sorgho.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcement des capacités du dispositif de l'UCP en méthode d'analyse filières	UCP	Mars r 2013
Appuyer les comité de gestion des infrastructures d'irrigation à la parcelle à mettre en place des mécanismes générateurs de revenus pour l'entretien et la maintenance des infrastructures d'irrigation	UCP/Spécialiste Infrastructures	Immédiat
Etudier la possibilité de mise en place d'un périmètre maraîcher pour les jeunes au tour des puits ou du forage de Fass Nguérane	UCP/Spécialiste Infrastructures/ filières	Immédiat
Accélérer l'installation des infrastructures d'irrigation à la parcelle et les infrastructures communautaires tout en veillant aux normes techniques	UCP/Spécialiste Infrastructures	Immédiat

## E. Aspects fiduciaires

38. **Gestion administrative et financière.** La gestion administrative, financière et comptable du projet est bien tenue et sous contrôle. En effet, les opérations fondamentales relatives à la prise en charge des différentes fonctions fiduciaires sont conduites de façon régulière et satisfaisante. A cet égard, la comptabilité est à jour au 30/11/12 et le projet a pu rendre disponible les différents états comptable ainsi que les analyses de comptes. De même, un suivi du compte spécial est assuré avec une reconstitution mensuelle systématique dudit compte. Pour rappel, les états financiers de 2011 ont été certifiés sans réserve par l'auditeur et envoyés au FIDA à bonnes dates (02/02; transmission des états financiers et 22/05/12; envoi du rapport d'audit), ce qui constitue une performance notable.

- ✓ Manuel de procédures et manuel d'exécution. Le manuel d'exécution a été finalisé par l'équipe du projet avec sa mise en équation et le manuel de procédures administratives, financières et comptables notamment en matière de passation de marchés et de gestion des subventions. La mission est d'avis qu'il est urgent de procéder à sa validation avec les parties prenantes tout en précisant davantage les séquences de paiement ainsi que les supports y relatifs.
- ✓ Système de gestion financière et comptable. Le paramétrage du logiciel TOMPRO est finalisé et il permet la génération automatique des DRF/ DPD à partir du système sur la base des formulaires /FIDA. Par ailleurs le RAF et le comptable ont reçu une formation d'appoint en novembre 2012 sur les modules «gestion financière et rapports financiers» et «suivi des contrats et conventions». Il est également prévu de former l'Assistante Comptable sur l'utilisation du module de base de TOMPRO pour lui permettre d'assurer le backup du Comptable pour certaines tâches prédéfinies.
- ✓ Gestion des Immobilisations. L'inventaire des immobilisations, pour la clôture des comptes 2012 est programmé dans la période du 20 au 30 décembre. Globalement, la gestion des immobilisations est sous contrôle notamment au niveau: i) de la codification et du marquage; ii) de la prise en charge comptable ; iii) des listes d'inventaires par bureau ; iv) de la documentation des mises à disposition de véhicules aux partenaires. L'assurance des véhicules immatriculés en ADTT et des autres immobilisations, reste du ressort de l'Agent Judiciaire de l'Etat. En matière de suivi des véhicules les carnets de bord sont disponibles et à jour.
- ✓ Gestion du personnel. L'effectif du projet est de 21 employés (08 cadres et 13 agents d'appui), dont 17 agents payés sur les ressources FIDA et 04 sur les fonds de contrepartie. Les 3 cadres démissionnaires en 2011 (Responsable Infrastructures, Responsable Genre, Responsable Développement Filières) ont été remplacés en 2012. L'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs assignés en 2011 et des résultats atteints pour la même période sera réalisée au cours du mois de février 2013 et les

résultats y relatifs transmis au FIDA avant le 31 mars. En ce qui concerne les mission et déplacements, la mission a noté l'application de la règle de mise à disposition des frais de mission : 80% au départ et 20% à la fin de mission et sur la base des rapports de mission dont la revue a été satisfaisante.

39. En matière d'adéquation de l'effectif de l'UCP par rapport aux exigences de la conduite des activités sur le terrain, la mission a été informée que malgré l'existence d'agences d'exécutions (ANCAR, ARD), il subsiste des besoins relativement importants en matière de suivi d'exécution notamment en ce qui concerne la mise en œuvre optimale des sous projets d'accès au marché, de développement et structuration des filières et de l'évaluation du degré de vulnérabilité des ménages, ainsi qu'en matière de communication sociale axée sur le développement et de structuration/développement organisationnel, etc. Par rapport à ce qui précède, la mission est d'avis que le projet pourra contractualiser des consultants prestataires pour des missions de courte et moyenne durées pour l'appuyer pendant les périodes de haute activité. En procédant de cette manière, il s'agira de préserver les ressources de la catégorie Va «Salaires et indemnités» pour utiliser celles de la catégorie II «Appui technique, formation et études». Ces consultants seront payés sur la base de factures accompagnées des rapports d'exécution.

40. **PTBA.** Le montant total du PTBA 2012 est de 2 050 227 000 F CFA dont 1 485 887 000 F CFA/FIDA; 213 167 000 F CFA/ETAT; 246 786 000 F CFA/OFID et 104 387 000 F CFA/bénéficiaires. Au 30/11/2012, le taux d'exécution du budget est de 71% et les taux par bailleur sont respectivement de: 77%/FIDA ; 48%/ETAT ; 39% /OFID et 99%/Bénéficiaires. Avec la prise en compte des engagements et des dépenses à effectuer sur le mois de décembre (charges récurrentes et investissements) pour un montant d'environ 252 618 226 F CFA, le taux d'exécution du PTBA 2012 sera de 82,28%.

41. **Registre des DRF/DPD.** Le registre des DRF/DPD est à jour à la DRF N° 14 pour un montant total soumis de 2 722 332 805 F CFA dont 2 336 856 374 F CFA payés. Le solde de 385 476 431 F CFA correspond aux DRF: i) N° 15 d'un montant global de 135 476 431 F CFA envoyée au FIDA le 26 novembre 2012 ; ii) N° 16 d'un montant de 250 000 000 F CFA relatif au rehaussement du compte spécial de 500 000 000 F CFA à 750 000 000 F CFA, en cours de traitement à la DDI. La mission a été informée que la requête y relative, signée par le représentant de l'emprunteur et datée du 29/11/12, a été envoyée au FIDA.

42. **Déboursements par bailleur.** Le coût du projet est 31,609 millions USD. Au 30/11/12 les déboursements réels totaux se chiffrent à 5,823 millions USD, soit un taux de 18,4%. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de: 31,6%/FIDA; 6,7%/Don FIDA; 10,4%/ETAT; 2,1%/OFID; 18,3% Bénéficiaires. Les déboursements des bailleurs par composante sont de: 22,4% /Composante 1 «Diversification Agricole et Accès au Marché»; 8,2%/Composante 2 « Développement et Structuration des Filières»; 31,5%/Composante 3 « Concertation Nationale, Gestion des Savoirs et Coordination ».

43. **Décaissements du prêt FIDA.** Au 30/11/12 le montant total décaissé à la DRF N°14 est de 3 034 712,82 DTS, pour une dotation initiale de 9 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 33,35%. Le règlement de la DRF N° 15 qui prend en compte les dépenses du 01/09 au 31/10/12, envoyée au FIDA le 26/11/12, pour un montant d'environ 174 982,15 DTS, portera le taux d'exécution à 35,27%. En tenant en compte de la DRF N° 17, relative aux dépenses du mois de novembre d'environ 195 304,18 DTS ; le taux sera de 37,42 %.

44. **Don FIDA.** Le montant du Don est de 170 000 DTS. Au 30/11/12 le montant décaissé est de 11 665,85 DTS, soit un taux de décaissement de 6,86%. Les prévisions de dépenses sur le mois de décembre, pour environ 51 664,23 DTS (40 millions F CFA), concernent principalement la participation à la foire internationale de Dakar, l'organisation de l'attribution des prix du meilleur producteur et du meilleur couple OP/OM par filière (mil, niébé, sésame) et l'organisation de la foire des produits transformés à Kaolack. Avec ces éléments, le taux de décaissements sera de 37,25%.

45. **Compte spécial Prêt et don FIDA.** Le rapprochement du compte spécial prêt/don FIDA au 30/11/12 donne un solde reconstitué de 500 000 000 F CFA correspondant à la dotation initiale. Aucun écart n'a été relevé. A cette date, la trésorerie disponible est de 204 281 175 F CFA (40,86% de la dotation initiale) alors que la DRF en instance de paiement N°15 d'un montant de 135 476 431 F CFA représente 27,09% et les dépenses à soumettre DRF N° 17 en préparation (160 242 394 F CFA), 32,05%. Pour rappel, le processus de relèvement du compte spécial est en cours.

46. Par ailleurs, la mission rappelle les nouvelles instructions du FIDA en ce qui concerne les niveaux de DPD (montants égaux ou supérieurs à 100 000 USD) et de DRF (minimum 20% du montant autorisé et maximum 30%). Dans les situations où l'application de ces règles pourrait engendrer des difficultés de trésorerie, le FIDA a tenu à inviter les projets à soumettre une proposition d'augmentation du montant autorisé du compte spécial, appuyée par un plan de trésorerie basé sur le prochain PTBA. Dans ces conditions et nonobstant le processus de rehaussement en cours, la mission est d'avis qu'il sera nécessaire d'élaborer un plan de trésorerie pour le PTBA de 2013 afin de s'assurer que le niveau de compte spécial relevé est acceptable.

47. **Décaissement OFID.** Sur un montant total de 9, 028 millions USD, une dotation initiale de 250 000 000 F CFA (environ 495 588 USD) a été mise en place le 15 /05/12, soit un taux de 5,4%. A date, la DRF N° 02 d'un montant de 104 703 731 F CFA, correspondant aux dépenses effectuées sur les ressources de l'OFID, est en préparation au niveau de l'UCP.

48. **Compte spécial OFID.** Le rapprochement du compte spécial prêt/OFID au 30/11/12 donne un solde reconstitué de 250 000 000 F CFA correspondant à la dotation initiale. Aucun écart n'a été relevé. A cette date, la trésorerie disponible est de 145 296 269 F CFA (58,01% de la dotation initiale) et les dépenses à soumettre DRF N° 02 en préparation (104 703 731 F CFA), représentent 41,9%.

49. **Financement de la Contrepartie.** Les prévisions globales en matière de contrepartie sur la durée du Projet se chiffrent à 5,750 millions USD. Les ressources mobilisées à ce titre sont de 0,599 millions USD, soit 10,4%. Pour mémoire, la contrepartie de l'Etat est constituée de 18% de TVA et des droits de douane sur les acquisitions et 7% de prise en charge du coût des infrastructures communautaires sur ressources BCI, ainsi que l'assurance maladie du personnel et les salaires/charges sociales du personnel d'appui (4 agents).

50. Par ailleurs, le montant de contrepartie budgétisé pour les exercices 2010/2011 et 2012 est de 580 432 000 F CFA dont 419 000 000 F CFA/BCI et 161 432 000 F CFA/Taxes. Au 30/11/12 le montant total réalisé est de 302 071 983 F CFA dont 155 312 973 F CFA/BCI et 146 758 410 F CFA/Taxes, pour des taux d'exécution de 37,07%/BCI ; 90,91%/Taxes et 52,04%/Global. Le niveau d'exécution du BCI est tributaire du paiement des infrastructures communautaires qui sont en cours de réalisation (études et réalisation d'une piste de 17 km, réalisation de 20 magasins de

collecte primaire et de 20 magasins de stockage). A terme, un montant total de 708 530 960 F CFA TTC sera décaissé dont part BCI 49 597 167 F CFA et taxes, 108 080 994 F CFA, ce qui va rehausser les décaissements du BCI.

**51. Contribution des Bénéficiaires.** Au 30/11/12, les bénéficiaires ont contribué à hauteur de 155 023 863 F CFA (307 312 USD), soit 18,3% de la contribution attendue au cours de la mise en œuvre du projet qui est de 1,678 millions USD.

#### **Dispositions de l'accord de prêt.**

- ✓ Passation des marchés. Vingt un marchés (21) marchés sur les 29 marchés du plan de passation des marchés 2012 (184 000 000 F CFA) d'un montant total de 72 222 238 F CFA ont été exécutés soit 39,52%. Le montant total décaissé à date est de 38 120 388 FCFA, soit un taux de décaissement de 51,42%. Ils concernent 9 contrats de fournitures et services de 14 911 038 F CFA et 12 de prestations intellectuelles de 57 811 200 F CFA. Par rapport aux procédures de passation des marchés, 19 contrats sont passés en cotation (49 267 238 F CFA) et 2 en Demande de Renseignements et de Prix (23 455 000 F CFA). Cet examen n'appelle pas d'observation particulière par rapport au respect des procédures nationales et de celles du FIDA. Par ailleurs la mission a relevé des améliorations notables dans le classement exhaustif des dossiers de passation des marchés.
- ✓ Registre des contrats. Le Registre des contrats, tel que présenté à l'appendice 11 de la Lettre à l'Emprunteur, est à jour. Le Projet a mis en place la situation des contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution. C'est un tableau qui renseigne notamment les délais d'exécution, les montants payés, les soldes et les pourcentages de décaissement. Le renseignement de la colonne du niveau d'exécution physique par le RSE est en cours.
- ✓ Etats Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur les DRF N° 13 et 14, sur la base du seuil unique de 50 000 USD, applicable à toutes les catégories de dépenses. La mission a passé en revue 65 pièces sur 209. Cet examen n'appelle pas d'observation particulière par rapport au respect du seuil des ECD et à la justification des dépenses passées en revue.
- ✓ Suivi des conventions et protocoles. Dans le cadre des accords de partenariat, le Projet a signé en 2012, 2 conventions spécifiques avec l'ANCAR (Nord et Sud) pour un montant total de 84 946 500 F CFA dont 54 322 210 F CFA décaissés, soit un taux de 64%. En outre, 4 autres conventions ont été signées avec les CCIA de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine pour 26 700 000 FCFA dont 4 694 000 F CFA décaissés, soit 18%. Enfin, 16 autres protocoles, d'un montant de 58 031 958 FCFA ont été signés dont 10 936 450 F CFA décaissés sur fonds FIDA et 47 954 228 F CFA sur ressources OPEP, soit un taux de décaissement de 83%. Il s'agit des structures suivantes : la radio Sud FM, les ARD (Diourbel, Fatick, Kaolack, kaffrine), les DRDR (Diourbel/ Fatick, Kaolack, kaffrine) et la direction de l'horticulture.
- ✓ Financement des sous-projets. Le montant des sous projets d'accès au marché (SPAM) soumis à financement en 2011 et 2012 est de 1 084 034 450 F CFA dont 382 471 040 F CFA pour les SPAM de la première génération et 701 563 410 F CFA pour les SPAM de la deuxième génération. La part du PAFA se chiffre à 809 856 904 F CFA pour une contribution des OP estimée à 274 177 546 F CFA. Au 30/11/12, le montant réalisé est de 888 873 704 F CFA dont 751 220 303 F CFA/PAFA

et 137 643 401 F CFA/OP. Le taux de décaissement est de 82%. En ce qui concerne les sous projets développement des filières, les 86 852 310 F CFA de prévisions dont 69 481 848 F CFA/PAFA et 17 370 462 F CFA/OP, ont été réalisés à 100%.

**52. Comptabilité 2012.** Toutes les codifications ainsi que les saisies des pièces justificatives comptables ont été prises en charge jusqu'au 30/11/12. Ainsi les situations comptables ont été rendues disponibles, notamment les grands-livres général et analytique, les balances générale et analytique ainsi que les analyses de compte. De même, les rapprochements bancaires mensuels des comptes du Projet sont à jour. Les comptes: spécial/FIDA Dakar, Contrepartie Etat/Dakar, OPEP Dakar et sous compte OPEP) ne présentent aucune écriture en suspens. Cependant, le sous compte spécial FIDA/Kaolack présente 3 écritures de plus d'un mois dont 2/FNR et 1/SPAM à régulariser en rapport avec les bénéficiaires des chèques. Une caisse de menues dépenses a été mise en place conformément au manuel de procédures avec notamment un plafond de 400 000 F CFA, une dépense unitaire maximale de 75 000 F CFA et un seuil de réapprovisionnement de 100 000 F CFA. La revue des opérations de caisse n'appelle pas d'observation particulière notamment en matière de justification exhaustive des dépenses.

**53. Audit 2010/2011.** L'audit des comptes du projet a été réalisé du 06/03 au 27/03/12 et il a porté sur les exercices clos au 31/12/10 et 31/12/11. Trois (3) rapports par exercice ont été produits à savoir : i) audit des comptes (états financiers); ii) utilisation des fonds ; iii) certification des dépenses et contrôle interne. Globalement l'auditeur a attesté que les états financiers sont réguliers et sincères et qu'il n'avait pas d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes et sous comptes du projet (compte spécial/prêt/don/FIDA, compte spécial/OFID, compte de contrepartie/ETAT). En outre l'auditeur a procédé à la certification de l'éligibilité des dépenses, de l'état de l'actif et du matériel et de la situation de trésorerie. Les 6 observations mineures relatives à l'amélioration du système de contrôle interne, sont mises en œuvre par le projet de façon satisfaisantes.

**54. Audit des comptes 2012.** La mission est d'avis que le contrat de l'auditeur doit être reconduit pour l'audit des comptes de l'exercice clos au 31/12/12. A cet égard les TDR de l'audit devront être étendus à la traçabilité des ressources auprès d'un échantillon d'agences d'exécution, de prestataires et de porteurs de sous projets. Le planning d'arrêt et d'audit des comptes ci-après a été validé avec l'UCP:

- Inventaire des immobilisations du 15 au 31/12/2012;
- Arrêté de caisse : 31/12/2012;
- Arrêté de stock : 31/12/2012;
- Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence: 31/12/2012;
- Production des états comptables: 28/02/2013;
- Analyse des comptes et établissements des états financiers: 15/03/2013;
- Transmissions des états financiers au FIDA : 31/03/2013;
- Audit des comptes 2012 avec rapports provisoires du 01 au 30/04/2013;
- Transmission du rapport définitif au FIDA : 15/05/2013.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à la validation du manuel d'exécution mis en adéquation avec le manuel de procédures.	UCP/Partenaires	31/12/12
Renforcer les capacités de l'Assistante Comptable sur le module de base TOMPRO pour lui permettre d'assurer le backup du Comptable pour des tâches prédéfinies.	Coord/RAF	31/01/13
transmettre les résultats de l'évaluation des performances du personnel effectuée sur la base des objectifs et des résultats de 2011.	Coord	
Procéder au recrutement de consultants prestataires pour des missions de courte et moyenne durées, pour appuyer le projet pendant les périodes de haute activité.	RAF	Pour mémoire
Assurer le traitement et la transmission au FIDA de la DRF 16 de relèvement du compte spécial d'un montant de 250 000 000 F CFA (la requête y relative est déjà envoyée au FIDA).	MEF/FIDA	31/12/12
Finaliser la DRF 17 en préparation, relative aux dépenses du mois de novembre de 160 242 394 F CFA ; transmettre à la DDI et au FIDA.	AF/DI	31/12/12
Préparer un plan de trésorerie basé sur la PTBA de 2013 et vérifier que le niveau de dotation initiale rehaussé permet de supporter la mise en œuvre des activités.	Coord/RAF	31/12/12
Finaliser la DRF 02 en préparation, relative aux dépenses effectuées à date de 104 703 731 F CFA ; transmettre à la DDI et au FIDA.	RAF/DI	31/12/12
Procéder à l'apurement des trois écritures en suspens figurant sur le rapprochement bancaire du sous-compte spécial/FIDA/Kaolack, en relation avec les détenteurs des chèques concernés.	RAF	31/12/12
Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes validé au cours de la mission.	Coord	
Reconduire le cabinet qui a effectué l'audit des comptes 2011 pour réaliser celui de 2012.	RAF/DDI/CAP	Pour mémoire

## F. Suivi-Evaluation

55. Le Projet a mis en place un système de Suivi-évaluation qui, dans sa conception, devrait être capable de fournir les informations nécessaires à son pilotage stratégique, à sa gestion quotidienne, aux besoins en données de tous ses partenaires (Bailleurs, Gouvernement, acteurs directs et indirects).

56. **Remontée des données.** La remontée des données (fiches de collecte), qui présentait certaines difficultés en 2011, relatives à la mise en œuvre des SPAM est actuellement effective et cela grâce aux réunions d'information et de sensibilisation avec l'équipe de l'Agence d'exécution. Pour la collecte de données, les Conseillers Agricoles de l'ANCAR s'appuient également sur les CEF au niveau des OP.

57. **Suivi des contrats de commercialisation OP/OM.** Pour un bon déroulement de la campagne de commercialisation 2011/2012, un dispositif de suivi rapproché a été mis en place et est effectif suite à la tenue de 3 réunions de suivi et un atelier d'évaluation de la commercialisation.

58. **Enquêtes de vulnérabilité des ménages bénéficiaires des SPAM de 2012.** Le PAFA conduit actuellement des enquêtes socio-économiques pour disposer de la situation socio-économique de base au sein de chaque ménage bénéficiaire des SPAM de 2012. Ces enquêtes sont menées par les CEF et permettent la caractérisation de chaque ménage bénéficiaire et de disposer des données socio économiques de base avant l'appui du projet (matériels agricoles à disposition, superficies emblavées, rendements obtenus, sécurité alimentaire, revenus annuels, besoins céréaliers du ménage...).

59. **Développement informatique du SSE et réalisation site web.** Le Système d'Information et de Suivi Evaluation (SISE) du projet est opérationnel. Le système informatisé et le site web sont disponibles sur le web. L'application flexible, évolutif, multi-projets, permet aux utilisateurs de mettre en ligne en temps réel les informations sur le projet et contribue à une meilleure visibilité des réalisations du projet. Ainsi le SISE couplé au site web permet un bon suivi des indicateurs de performance du projet : la production de rapports SYGRI et des appendices 5 et 6 relatifs respectivement à l'avancement matériel au regard du PTBA et au cadre logique actualisé du projet, la géo-localisation des réalisations avec la production de cartes thématiques, le suivi des marchés, etc.

60. **Acquisition du logiciel SPSS.** Après une année de mise en œuvre, le système de suivi évaluation a généré une masse critique de données. Pour cette raison et afin de disposer d'une base de données et de faciliter les différents traitements, le PAFA s'est doté du logiciel SPSS version 20.0. Ce logiciel permettra au projet de traiter et d'analyser les données sur les enquêtes de vulnérabilité en 2012.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer les capacités de l'équipe de suivi évaluation et des Spécialistes du projet sur le traitement des données à partir de SPSS	COORDONNATEUR/RSE/Spécialistes de composantes	Janvier 2013
Mener des enquêtes thématiques sur les effets du projet sur les conditions de vie des ménages bénéficiaires (du fait de la suppression du deuxième passage de l'enquête SYGRI)	RSE/ASE	Mai 2013
Renforcer les capacités de l'équipe du suivi évaluation sur les méthodes d'évaluation d'impact	COORDONNATEUR/RSE/ASE	Décembre /2012

## G. Durabilité

61. Le projet a pris en compte les aspects de durabilité dès le démarrage de sa mise en œuvre et est en train de dérouler une stratégie de sortie basée sur la maîtrise des déterminants de la pérennisation (gestion des approvisionnements des intrants agricoles, du surplus de production, du risque climatique, du matériel agricole, de la capacitation des OP, etc.).

62. **Partenariat avec les structures pérennes.** Le partenariat entre le projet et les structures pérennes (ANCAR, DRDR, ARD, ONG, Chambres consulaires) fonctionne normalement. Ce qui a permis au projet d'atteindre des résultats escomptés, particulièrement dans le domaine de la production agricole et de la commercialisation des produits.

63. **Cofinancement dégressif des intrants.** Le système dégressif de cofinancement avec les producteurs des intrants agricoles pour les sous projets a produit de bons résultats. En 2011 (SPAM de première génération), les producteurs ont payé 20% du coût des intrants à hauteur de 52 000 000 F CFA. En 2012 (SPAM de deuxième génération), ils ont contribué pour un montant de 246 000 226 F CFA, représentant 20 % du coût des intrants des sous projets financés en 2012 et 40% du coût total des intrants financés en 2011. A la quatrième année, le producteur prendra en charge l'achat de tous les intrants agricoles. Afin de garantir la durabilité de ce financement, le projet a mis en place «l'épargne intrants» que le producteur dépose en nature auprès de l'OP après la récolte.

64. **Autonomisation des OP.** Pour renforcer le degré d'autonomie des OP, 271 Conseillers en Exploitations Familiales (CEF), majoritairement des jeunes, assurent l'appui conseil et le suivi de proximité de la mise en œuvre des activités des sous projets. Ces personnes ressources endogènes membres des OP ont assuré en relation avec les



CAR la démultiplication de la formation sur les bonnes pratiques agricoles et le suivi quotidien de la mise en œuvre des sous projets. L'acquisition d'intrants et de matériels agricoles est effectuée entièrement par les membres des OP, qui à ce jour ont développé des relations de confiance avec les fournisseurs d'intrants.

**65. La contractualisation commerciale entre OP/OM.** La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. Quarante (40) couples OP/OM mis en place en 2011 ont renouvelé à 100% les contrats de commercialisation en 2012. Ces couples OP/OM constituent des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices, l'accès aux marchés.

**66. Autonomisation des Tables Filières.** Les Tables Filières mises en place ont joué leur rôle. En 2012, les tables filières bissap, mil/sorgho, sésame et niébé ont préparé et négocié les contrats de commercialisation entre les OP et les OM à travers les ateliers d'intermédiation. Pour mieux faciliter le développement et la structuration des filières, ces Tables sont à ce jour logées au sein de la Direction de l'ANCAR de Diourbel, de la DRDR de Kaolack et du siège de la FNCAAS. Pour la prise en charge des frais de leur fonctionnement, les acteurs des Tables Filières ont fixé des droits d'adhésion à chaque membre et une cotisation annuelle variant respectivement de 25 000 à 35 000 F CFA et de 15 000 à 25 000 F CFA selon la filière.

**67. Degré d'appropriation de la démarche du projet.** Quatre (4) OP bénéficiaires des SPAM financés en 2011 ont démarré le processus de mise à l'échelle de leurs sous projets. En 2012, cette extension a porté sur 439 ha dont 20 ha de mil (GIE Jappo Nek Ben de KeurSocé), 7 ha de mil (Coopérative Bok Mbotaaye de Dya), 12 ha de sésame (GIE Agriculteur Eleveur de Diossong) et 400 ha de sésame (GIE Leuckeulo de Dimiskha). Les OP ont entièrement financé les besoins en intrants de 222 ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ces initiatives constituent des stratégies développées par les OP pour toucher la totalité de leurs membres.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Formation des OM sur les stratégies commerciales en vue d'augmenter leurs parts de marché	UCP, GYIN	Janvier-Mars 2013

## H. Autres aspects

### Prise en compte du genre

#### Ciblage.

68. L'affinement des critères de sélection a permis d'agir sur deux leviers: (i) augmentation du nombre de femmes et de jeunes bénéficiaires de SPAM et (ii) inclusion des couches vulnérables comme les veuves et les personnes handicapées. La méthode des SPAM permet un accès égal des femmes et des jeunes aux intrants et autres facteurs de production. Des activités spécifiques de sensibilisation ont été menées à l'endroit des jeunes et des femmes pour les informer des opportunités offertes par le projet. Des initiatives ont été prises pour une meilleure implication des jeunes et des couches vulnérables, à savoir: (i) l'organisation d'un forum dans la région de Diourbel pour un plaidoyer mené par les jeunes pour les jeunes (CRJ, PCR et SPAM) et (ii) la sensibilisation à travers un atelier sur les opportunités offertes par le PAFA dans le département de Gossas (zone de très grande pauvreté) en partenariat avec le Ministère de la Femme. Dix

(10) fora sont prévus par les femmes de la région de Diourbel et Bambey pour la sensibilisation à l'accès des femmes au foncier et aux contraintes socio religieuses. Des séances de sensibilisation ont été menées dans les périmètres maraichers de Darou Keur

Balla, Darou Fanaye et Ndobène. Celles-ci ont permis de rétablir la parité dans l'affectation des superficies à exploiter (1250 m<sup>2</sup> pour les hommes et 1250 m<sup>2</sup> pour les femmes contre 2500 m<sup>2</sup> pour les hommes et 1250 m<sup>2</sup> pour les femmes, auparavant).

69. Un Réseau des transformateurs et transformatrices de la région centre regroupant Fatick, Diourbel, Kaffrine, Thiès et Kaolack a été mis en place pour l'intégration effective des jeunes et des femmes dans le maillon de la transformation. L'objectif de ce réseau, majoritairement constitué des femmes, est la prise en compte de la pénibilité du travail des femmes par l'utilisation des équipements de transformation adéquats, ce qui assure une meilleure valorisation des produits permettant un accès plus aisé au marché national, sous régional et international. Ce réseau permet aussi à ses membres de se positionner comme opérateur de marché.

### Renforcement de capacités

70. La formation de 271 CEF, dont 92 jeunes hommes et femmes, et 59 femmes adultes, a permis une démultiplication de la formation sur les bonnes pratiques agricoles et le suivi des sous-projets. Le renforcement des capacités en négociation dans la commercialisation a permis aux femmes et aux jeunes de mieux se positionner sur le marché grâce à une bonne maîtrise des prix.

71. La démarche inclusive a permis dans la filière aviculture le financement de 3 sous-projets constitués par des handicapés physiques (non-voyants). Des mesures particulières ont été prises pour le déplacement de ces cibles et leur participation à des sessions de formation «comme tout le monde». Cette démarche va au-delà de l'octroi du financement et s'étend à l'accompagnement et à la veille sur l'égalité des chances pour tous. Trente-cinq (35) femmes et jeunes femmes ont participé à la formation sur la préparation des mets locaux, ce qui permet la promotion du « consommer local » et la valorisation des produits locaux.

72. En matière d'accès aux instances de décision pour les femmes et les jeunes, les Tables Filières mil, niébé et sésame ont procédé aux renouvellements de leurs instances avec une démarche plus inclusive. La filière Bissap a procédé à la mise en place de sa table avec une femme à la tête de sa direction.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mise en réseau des jeunes afin de faire des plaidoyers sur les questions liées au développement des filières promues	GYIN/UCP	Janvier –février 2013
Facilitation de l'accès à la terre aux femmes et aux jeunes pour renforcer leur autonomie	UCP/CR	Janvier – décembre 2013
Visites d'échanges pour partager les bonnes pratiques agricoles et les tables filières	UCP/ Tables filières	Juillet 2013
Communication des opportunités du PAFA envers les jeunes	UCP/GYIN	Février 2013

### Innovation

73. **Association Mil/jatropha.** Le PAFA en partenariat avec la coopérative des producteurs de *Jatropha* met en œuvre un programme d'association mil/jatropha sur 200 ha dans le village de recasement des lépreux de Koutal Malick Ndiaye. Ce qui permet d'améliorer la fertilité des sols et d'augmenter les revenus des producteurs par la diversification de leurs sources de revenus.

74. **Semis en humide du mil.** Pour lutter contre le *striga*, le PAFA en partenariat avec la recherche et les autres projets œuvrant dans la région, conseille les porteurs de sous projets, de procéder au semis du mil en humide après labour profond. L'application de cette technique a permis d'obtenir des rendements record variant entre 1100 et 2900 kg/ha.

75. **Gestion communautaire du matériel agricole.** Compte tenu des difficultés d'accès des producteurs au matériel agricole, le projet a appuyé la mise en place en 2012 d'un système de gestion communautaire du matériel agricole. Il consiste à mettre un lot de matériels (semoirs et houes) au niveau des OP porteuses des SPAM sur la base d'un calendrier convenu. Dans ce système, le comité de gestion met à la disposition des ménages le matériel requis. Cette initiative a permis à des groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et de pouvoir semer conformément au calendrier agricole et en respectant les itinéraires techniques.

76. **Farine enrichie.** Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou xaleyi » de Kounghoul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack appuyés par le projet, ont mis au point une farine enrichie pour les enfants de 6 mois à 2 ans. La farine est constituée des produits locaux (maïs, mil, niébé, huile de palme, etc.). La valeur énergétique est évaluée à 40 kcal/100g. Cette farine est de plus en plus utilisée par de nombreuses structures de développement (ONG ASBEF, Plan International, CCF, Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition). De plus, un contrat de distribution de cette farine est en cours de négociation avec un réseau de pharmaciens.

#### **Partenariat**

77. Le partenariat mis en place par le projet avec les structures de conseil agricole (ANCAR, DRDR, CEF), de recherche agronomique (ISRA), de développement local (ARD), des statistiques (DAPS), d'autres projets et programmes (PCE, CLUSA, PROMER-II, CMS, BARVAFOR etc.) est fonctionnel et produit des résultats globalement satisfaisants. De plus, suite aux recommandations des ateliers d'auto évaluation des sous projets d'accès au marché, le projet a signé des protocoles avec les Centres d'Appui au Développement Local (CADL) au niveau des différents arrondissements de la zone d'intervention du projet pour renforcer les dynamiques organisationnelles et les capacités de gestion administrative et comptable des OP partenaires. La mise en œuvre de ce partenariat est également satisfaisante et efficace. Il a permis entre autres la mobilisation de ressources additionnelles à travers le cofinancement d'activités avec les projets et programmes.

78. Pour mieux toucher les cibles jeunes et femmes, le projet a développé des partenariats avec le Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ) de la région de Diourbel, l'Organisme Régional de Coordination des Activités de Vacances (ORCAV) de Kafrine et les fédérations régionales des femmes de la région de Diourbel, de Kafrine et de Fatick.

#### **Impact Environnemental**

79. Les SPAM ont des effets positifs sur le plan socio-économique mais également des effets négatifs sur l'environnement, relatifs aux risques encourus sur la santé humaine et animale inhérents aux résidus de pesticides et d'herbicides, et à la pollution des sols et des nappes phréatiques par l'utilisation des engrais chimiques. Comme mesures d'atténuation, le projet offre des sessions de formation sur les bonnes pratiques agricoles, avec des paquets techniques adaptés aux petits producteurs et respectant l'environnement (fertilisation raisonnée et naturelle, lutte intégrée contre les ravageurs et déprédateurs, ). Au total, 3 760 producteurs ont été formés.

80. La promotion de l'association Jatropha/cultures vivrières améliore et diversifie les revenus, offre une alternative aux énergies fossiles (biocarburant pour moteurs de moulins et forages) et atténue l'érosion éolienne. La systématisation de l'autorisation de

fabrication/commercialisation (FRA), préalable à tout appui du PAFA, réduit les risques de santé publique attachés à la consommation de denrées alimentaires produites localement. Trente-cinq (35) autorisations FRA ont été délivrées.

81. Le don du FEM permet au PAFA de prendre en compte la dimension « Adaptation au changement climatique ». La Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés, en collaboration avec le PAFA, entreprendra l'étude d'impact environnemental et social, sous ressources du GEF.

## **I. Conclusion**

82. Les résultats du projet sont très significatifs dans le domaine de l'amélioration de la productivité agricole grâce à l'accès à temps des producteurs aux intrants agricoles (semences et engrais) de qualité et au conseil agricole de proximité assuré grâce au partenariat efficace entre le projet et ses structures partenaires de mise en œuvre (ANCAR, DRDR, CEF, etc.). L'atteinte de ces résultats est également due à un accès au marché garanti des producteurs par la contractualisation entre les OP et les OM de la vente des produits généralement avant même la récolte, à des prix négociés et rémunérateurs.

83. Les producteurs se sont bien appropriés l'approche de mise en œuvre du projet et ont bien internalisé le système d'accès aux intrants agricoles de qualité. Dans une perspective de durabilité des résultats, le projet a mis l'accent sur le partenariat, le renforcement des capacités des personnes ressources endogènes en conseil agricole et l'autonomisation des OP. Celles-ci sont de plus en plus capables de négocier avec les fournisseurs d'intrants, les opérateurs de marché et les institutions de financement.

84. Cependant, la pérennisation de ces éléments de durabilité demeure encore précaire dans la mesure où elle dépend en grande partie du niveau des rendements des cultures, de la gestion du surplus de production résultant de l'amélioration de la productivité, de la gestion du risque climatique, de la maîtrise des approvisionnements en intrants, de la gestion du matériel agricole et enfin du niveau organisationnel des OP. A cet effet, il s'avère important et imminent pour le projet de doubler ses efforts et ses appuis pour une bonne maîtrise par les OP des déterminants de durabilité. Ceci requiert des appuis de proximité et soutenus des OP dans le domaine de l'organisation, de la gestion et de la structuration.

85. La prise en compte des jeunes et des femmes déjà en cours dans le projet pourrait être améliorée significativement par une utilisation rationnelle des excédents d'eau souterraine pour une meilleure valorisation des cultures à haute valeur ajoutée. En effet, la production horticole de contre-saison, rentable et bien appréciée par les jeunes, constitue une activité importante pouvant générer des revenus substantiels pour les jeunes et ainsi réduire l'exode rural. Le projet devra explorer les possibilités de développement de ces cultures là où les conditions les permettent.

86. L'accès des OP au financement étant indispensable pour le développement de leurs activités, le processus d'arrimage du SAFIR au PAFA, déjà initié, devra être accéléré, en attendant la solution définitive de son ancrage institutionnel garantissant sa pérennisation.

87. La disponibilité des semences améliorées et leur accès à temps aux producteurs étant indispensables pour l'amélioration de la productivité agricole, le projet devra tisser un partenariat plus étroit avec l'ISRA et le Programme de productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) pour sécuriser l'approvisionnement des OP en semences certifiées d'une part et s'assurer de leur renouvellement conformément aux exigences agronomiques, d'autre part.

## **Appendices et annexes**

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation



République du Sénégal  
Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)  
Mission de supervision: 03 - 09 décembre 2012  
Rapport de Supervision

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

### Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1414	No. du prêt/don DSF	752
Projet	Projet d'appui aux filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	27/11/2012			Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	FIDA/IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	11/07/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	17/11/2010		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	31.61	19%
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	17.1	FIDA Total	15.16	36.86%
Entrée en vigueur	05/02/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.89	37.42%
Examen à mi-parcours	Septembre 2013			Don DSF		
Achèvement	31/03/2016	Dernier amendement		Don FIDA	0.27	37.25%
Clôture	30/09/2016	Dernier audit	29/05/2012	Financement national total	7.42	12.2%
Nbre de prolongations	0			Bénéficiaires	1.68	18.3%
				Gouvernement (National)	5.75	10.40%
				Cofinancement total	9.03	20%
				OFID	9.03	5.40%

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	6	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	4	2. Exécution du S&E	4	5
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de prêt	5	6	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	6
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	6	6. Efficacité du ciblage	5	6
			7. Innovation et leçons apprises	5	5

République du Sénégal  
Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)  
Mission de supervision: 03 - 09 décembre 2012

Rapport de Supervision

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Diversification agricole et accès au marché	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Développement et structuration des filières	5	5	2. Autonomisation	5	5
3. Concertation nationale, gestion savoirs & coord.	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	6
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

**B.5 Justification des notes**

L'exécution du projet est dans une phase de forte progression pour atteindre les objectifs d'ici la fin du projet (dans 27 mois). Les ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire ciblés par le projet ne font plus face à la période de soudure, grâce à l'accès aux intrants de qualité, à l'adoption des bonnes pratiques agricoles et au partenariat efficace entre le projet et ses structures partenaires de mise en œuvre (ANCAR, DRDR, IRSV) ainsi qu'à l'accès au marché. Les rendements records (mil : rendement moyen : augmenté de 653 kg/ha à 1267 kg/ha ; maïs : rendement moyen : augmenté de 1359 kg/ha à 2420 kg/ha ; sorgho : rendement moyen augmenté de 965 kg/ha à 2520 kg/ha) vont permettre aux ménages de disposer du mil, du sorgho et du maïs pendant 12 mois et de vendre les excédents de la production à des prix rémunérateurs aux opérateurs de marché. Pour la pérennité des acquis, le projet est entrain de dérouler une stratégie de sortie basée sur les aspects institutionnels, d'auto-financement, d'autonomisation des acteurs des filières et d'internalisation du conseil agricole. Le projet a également démarré le processus de capitalisation des acquis pour permettre la réplique à grande échelle.

**Évaluation globale et profil de risque**

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	6
C.2 Sécurité alimentaire	5	6
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

**Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution**

La gestion administrative et financière du projet est bien tenue. Les opérations fondamentales relatives à la prise en charge des différentes fonctions fiduciaires sont à jour. Les états financiers du projet au 31/12/11 ont été transmis au FIDA le 08 /03/12, respectant ainsi l'échéance du 31/03 stipulée dans l'accord de prêt. Ces états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. En ce qui concerne les 6 observations mineures relatives à l'amélioration du système de contrôle interne, le projet est en train de les mettre en œuvre. Cent cinquante deux (152) sous projets d'accès au marché sont financés. Les OP ont signé des contrats de commercialisation avec les opérateurs de marché à des prix rémunérateurs (Sésame 450 FCFA/kg, contre 350 FCFA/kg en 2011, bissap : 950 FCFA/Kg, mil et niébé: prix marché référence plus marge qualité). Les ménages sont ciblés sur la base de la représentativité des femmes, des jeunes, des veuves, des handicapés et le nombre de mois de soudure. Les ménages ont emblavé 8654 ha de mil, sorgho, sésame, niébé, maïs et bissap biologique. Les organisations de producteurs ont acheté et distribué 54 T de semences, 1602.4 tonnes d'engrais minéral, 266 tonnes d'engrais biologique et du matériel agricole (298 semoirs, 239 houes sine, 10 houes occidentales). Les hommes et les femmes ont un accès équitable aux semences, aux matériels agricoles et aux aménagements des périmètres maraichers. Quatre tables filières sont fonctionnelles et dotées de plans de développement filières et de plans d'action filières. Les aménagements de périmètres maraichers ont démarré avec la réhabilitation des 8 périmètres maraichers (18 ha). Les infrastructures communautaires ont commencé à naître avec la réalisation du magasin de collecte primaire (60 T) de Dya et la réalisation de 20 magasins de stockage dont la réception est prévue en fin décembre 2012. Dix huit (18) comités de gestion sont déjà fonctionnels.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	6
---	---	---

**Justification des notes sur les objectifs de développement**

En près de 2,5 ans d'exécution, les résultats du projet concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages sont une réalité. En effet, grâce aux productions obtenues en 2012, les ménages partenaires du projet disposent d'un stock de mil, niébé et de maïs pour 12 mois. Cette situation ne s'était plus produite depuis plus de 10 ans. La commercialisation des excédents de productions à travers les contrats de commercialisation avec les opérateurs de marché a permis l'augmentation des revenus de producteurs. Grâce à l'augmentation des revenus, les ménages ont su investir dans le matériel agricole, la construction en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants et des soins médicaux. Pour l'amélioration de la malnutrition infantile, le projet a appuyé 2 unités de transformation à développer une farine enrichie composée de mélange de produits locaux (mil, maïs, huile de palme, huile d'arachide...). Cette farine enrichie est actuellement utilisée par le programme national de nutrition. Un contrat de commercialisation est en phase de finalisation avec un réseau de 1000 pharmacies au Sénégal.

**C.5 Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La gestion financière du projet est satisfaisante avec l'utilisation des outils appropriés de gestion. Les états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. Le rapport
---------------------	--



République du Sénégal  
Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)  
Mission de supervision: 03 - 09 décembre 2012

Rapport de Supervision

	d'audit pour l'exercice 2011 a relevé des observations mineures relatives à l'amélioration du système de contrôle interne, le projet l'a déjà mis en œuvre.
Avancement de l'exécution du projet	Au 30 novembre 2012, le PTBA est exécuté à 82% malgré les retards dans la mise en place des Fonds OFID. Cependant, le projet doit accélérer la mise en place des infrastructures d'appui à la mise en marché. Les 148 réunions d'information et de sensibilisation au niveau local ont touché 6018 producteurs, les femmes adultes représentent 43%, les jeunes 24% et les hommes adultes 33%. Les femmes, les jeunes ruraux et les opérateurs de marché ont bénéficié de 16 réunions d'information et de sensibilisation spécifiques. Ces réunions spécifiques ont touché 941 personnes dont 54 % de femmes adultes, 41% jeunes filles et 5 % d'hommes adultes.
Produits et réalisations	Le projet a cofinancé avec les couples OP /OM 152 sous projets d'accès au marché soit 90.5% de l'objectif de pré-évaluation. Ces sous projets ont bénéficié à 7242 ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire. Pour la mise en œuvre des sous projets, les OP ont acheté et distribué 54 tonnes de semences certifiées, 1868.4 tonnes de d'engrais, 298 semoirs, 239 houes sine et 10 houes occidentales. Sept (7) unités de transformations de la production locale ont été mises en place et vont obtenir des autorisations de fabrication et l'acquisition d'équipement. . Le projet a réalisé des diagnostics institutionnels, techniques et organisationnels au niveau de 10 périmètres maraichers. Les résultats des études Avant-projet-détaillés donnent un potentiel de 42 ha autour de 24 forages, 5,5 ha autour de 3 bassins de rétention et 21 ha autour de 6 cuvettes maraichères. Les travaux de réhabilitation de 8 périmètres maraichers sont en cours. Le magasin de collecte primaire de 60 tonnes à Dya est exploité par 172 ménages. La réception de 20 magasins de stockage est prévue en fin décembre 2012. Les OP ont bénéficié d'un financement de 165 000 000 FCFA. Le projet a mis en place 4 tables filières fonctionnelles et qui disposent de plan de développement filières et de plan d'action filières. Les tables filières ont procédé à : (i) la multiplication de 86,3 ha de semences de sésame, mil et niébé ; (ii) la promotion du consommateur local ; (iii) la réalisation de manuels de bonnes pratiques agricoles. Le projet a également introduit un bon nombre d'innovations.
Durabilité	Le projet prend en compte les aspects de durabilité au démarrage de la mise en œuvre. Le projet a privilégié le partenariat avec des structures pérennes. L'exécution de certaines activités est confiée à l'ANCAR, aux ARD, à des ONG intervenant depuis plus de dix ans dans la zone d'intervention, aux chambres consulaires, aux services techniques déconcentrés de l'Etat, aux institutions de financement et aux organisations faitières des producteurs. Le projet apporte des appuis institutionnels nécessaires pour renforcer leurs capacités d'action. L'internalisation du conseil agricole à travers des personnes ressources endogènes membres des organisations de producteurs constitue un point fort pour la durabilité des acquis du projet. L'autonomisation des organisations de producteurs et productrices capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des opérateurs de marché et des institutions de financement a rendu possible l'investissement des producteurs. La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. Quarante couples (40) OP/OM mis en relation en 2011 ont poursuivi leur contrat de commercialisation en 2012. Le financement des intrants et du matériel agricole est entrain d'être pris progressivement par les organisations des producteurs à partir de l'épargne local et du crédit. Des OP ont financé à 100 % l'extension des SPAM au sein de leur organisation. A la suite des mécanismes de durabilité mis en place par le projet, les ménages porteurs des sous projets ont déjà versé à leur l'OP une quantité de leur production équivalent à leur besoin en intrants pour la campagne 2013/2014.

## Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Retards dans la mise en place des infrastructures communautaires conséquence de la mise en place tardive des fonds OFID	Accélérer la mise en place des infrastructures communautaires ( les magasins de stockage et les pistes rurales )	Immédiat	Début des travaux

## Observations supplémentaires

## Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
<i>Exécution du projet</i>				
Evaluation globale	Compte tenu du calendrier agricole, la mission recommande que l'UCP soit dotée du pouvoir juridique de contracter et d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée conformément à la législation nationale, à l'instar du PRODAM et du PADAER	30 mars 2013	MAER/UCP	
	Etudier avec les partenaires concernés, la possibilité de réduire la contrepartie de 10 % des collectivités locales	28 février 2013	MEF/OFID/ Collectivités Locales	
<i>Produits</i>				
Avancement de l'exécution du projet	Appuyer les OP dans la maîtrise des déterminants de la durabilité (gestion des approvisionnements des intrants agricoles, du surplus de production, du risque climatique (assurance agricole), du matériel agricole, de la capacitation des OP, etc.),	Janvier 2013	UCP/Spécialiste filière	
	Renforcement des capacités du dispositif de l'UCP en méthode d'analyse filières	Janvier 2013	UCP	
	Visite d'échange sur les tables de concertation filières dans d'autres pays ayant une plus grande expérience sur la question	2013	UCP/Spécialiste filières	
	Une plus grande implication des Directions de zone de l'ANCAR	2013	UCP/Spécialiste filières	
	Sensibiliser les organisations des producteurs sur la contrepartie de 20% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle	Janvier 2013	UCP/Spécialiste genre / Spécialiste Infrastructure	
	Appuyer les comités de gestion des infrastructures d'irrigation à la parcelle à mettre en place des mécanismes générateurs de revenus pour l'entretien et la maintenance des infrastructures d'irrigation	Immédiat	UCP/Spécialiste Infrastructures	
	Etudier la possibilité de mise en place d'un périmètre maraîcher pour les jeunes au tour des puits ou du forage de Fass Nguérane	Immédiat	UCP/Spécialiste Infrastructures	
	Accélérer la construction des magasins tout en veillant aux normes techniques	Immédiat	UCP/Spécialiste Infrastructures	
<i>Durabilité</i>	Formation des OM sur les stratégies commerciales en vue d'augmenter leurs parts de marché	Janvier-Mars 2013	UCP, GYIN	
<i>Aspects fiduciaires</i>				
Manuel de procédures et manuel d'exécution	Procéder à la validation du manuel d'exécution mis en adéquation avec le manuel de procédures.	31/12/12	UCP/Partenaires	
Logiciel de gestion financière et comptable	Renforcer les capacités de l'Assistante Comptable sur le module de base TOMPRO pour lui permettre d'assurer le backup du Comptable pour des tâches prédéfinies.	31/01/13	Coord/RAF	
Gestion du personnel	transmettre les résultats de l'évaluation des performances du personnel effectuée sur la base des objectifs et des résultats de 2011.		Coord	
	Procéder au recrutement de consultants prestataires pour des missions de courte et moyenne durées, pour appuyer le projet pendant les périodes de haute activité.	Pour mémoire	RAF	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
Compte Spécial FIDA	Assurer le traitement et la transmission au FIDA de la DRF 16 de relèvement du compte spécial d'un montant de 250 000 000 FCFA (la requête y relative est déjà envoyée au FIDA).	31/12/12	MEF/FIDA	
	Finaliser la DRF 17 en préparation, relative aux dépenses du mois de novembre de 160 242 394 FCFA ; transmettre à la DDI et au FIDA.	31/12/12	AF/DI	
	Préparer un plan de trésorerie basé sur la PTBA de 2013 et vérifier que le niveau de dotation initiale rehaussé permet de supporter la mise en œuvre des activités.	31/12/12	Coord/RAF	
Compte Spécial OFID	Finaliser la DRF 02 en préparation, relative aux dépenses effectuées à date de 104 703 731 FCFA ; transmettre à la DDI et au FIDA.	31/12/12	RAF/DI	
Comptabilité	Procéder à l'apurement des trois écritures en suspens figurant sur le rapprochement bancaire du sous-compte spécial/FIDA/Kaolack, en relation avec les détenteurs des chèques concernés.	31/12/12	RAF	
Arrêté et Audit des comptes 2012	Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes validé au cours de la mission.	Pour mémoire	Coord	
	Reconduire le cabinet qui a effectué l'audit des comptes 2011 pour réaliser celui de 2012.		RAF/DDI/CAP	
Suivi-évaluation	Renforcer les capacités de l'équipe de suivi évaluation et des Spécialistes du projet sur le traitement des données à partir de SPSS	Janvier 2013	COORDONNATEUR/RSE/Spécialistes de composantes	
	Mener des enquêtes thématiques sur les effets du projet sur les conditions de vie des ménages bénéficiaires (du fait de la suppression du deuxième passage de l'enquête SYGRI)	Mai 2013	RSE/ASE	
	Renforcer les capacités de l'équipe du suivi évaluation sur les méthodes d'évaluation d'impact	Décembre /2012	COORDONNATEUR/RSE/ASE	
<i>Autres aspects</i>				
Genre et jeunes	Mise en réseau des jeunes afin de faire des plaidoyers sur les questions liées au développement des filières promues par les projets cofinancés par le FIDA au Sénégal:	Janvier –février 2013	GYIN/UCP	
	Facilitation de l'accès aux terres pour renforcer leur autonomie	Janvier – décembre 2013	UCP/CR	
	Promouvoir le maraichage de contre saison.	Janvier 2013	UCP/Spécialiste filières	
	Formation en Marketing commercial et social afin de pouvoir pénétrer le marché local et sous régional à travers la participation à des forums et foires commerciales, pour accroître la visibilité des produits et services	Mars 2013	UCP/GYIN/Spécialiste filières	
	Visites d'échanges pour partager les bonnes pratiques agricoles	Juillet 2013	UCP	
	Communication des opportunités du PAFA envers les jeunes en milieu urbain	Février 2013	UCP/GYIN	

### Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

**Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement**

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	14889	4 706,08	31,6%
	267	17,90	6,7%
OFID	9028	193,04	2,1%
Government	5747	598,81	10,4%
Beneficiaries	1678	307,31	18,3%
Total	31609	5 823,15	18,4%

Explications décaissements:

IFAD Loan : 4706,08USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement: 302 071 383 F CFA, soit 598,81 USD au taux du 30/11/12; 1USD/FCFA = 504,451

Bénéficiaires: 155 023 863 F CFA soit 307,31 USD au taux du 30/11/12; 1USD/FCFA = 504,451

**Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers de USD)**

**APPENDICE**

**B: PAFA/ Financial performance by financier by component (USD '000)**

Composantes	Accord FIDA			Don FIDA			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
DAAM	5856	1 788,31	30,5%				1777	85,4	4,8%	1824	124,81	6,84%	659	267,68	40,62%	10 116	2 266,16	22,4%
DSF	2643	847,09	32,1%		-		7051	85,0	1,2%	3096	164,99	10,00%	1019	39,64	3,89%	13 809	1 136,74	8,2%
CNGSC	6389	2 070,68	32,4%	267	17,90	6,7%	201	22,6	11,3%	827	309,02	37,37%	-	-	-	7 684	2 420,24	31,5%
Total	14 888	4 706,08	31,6%	267	17,90	6,7%	9 029	193,0	2,1%	5747	598,81	10,42%	1 678	307,31	18,31%	31 609	5 823,15	18,4%

Explications décaissements:

IFAD Loan : 4706,08USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement: 302 071 383 F CFA, soit 598,81 USD au taux du 30/11/12; 1USD/FCFA = 504,451

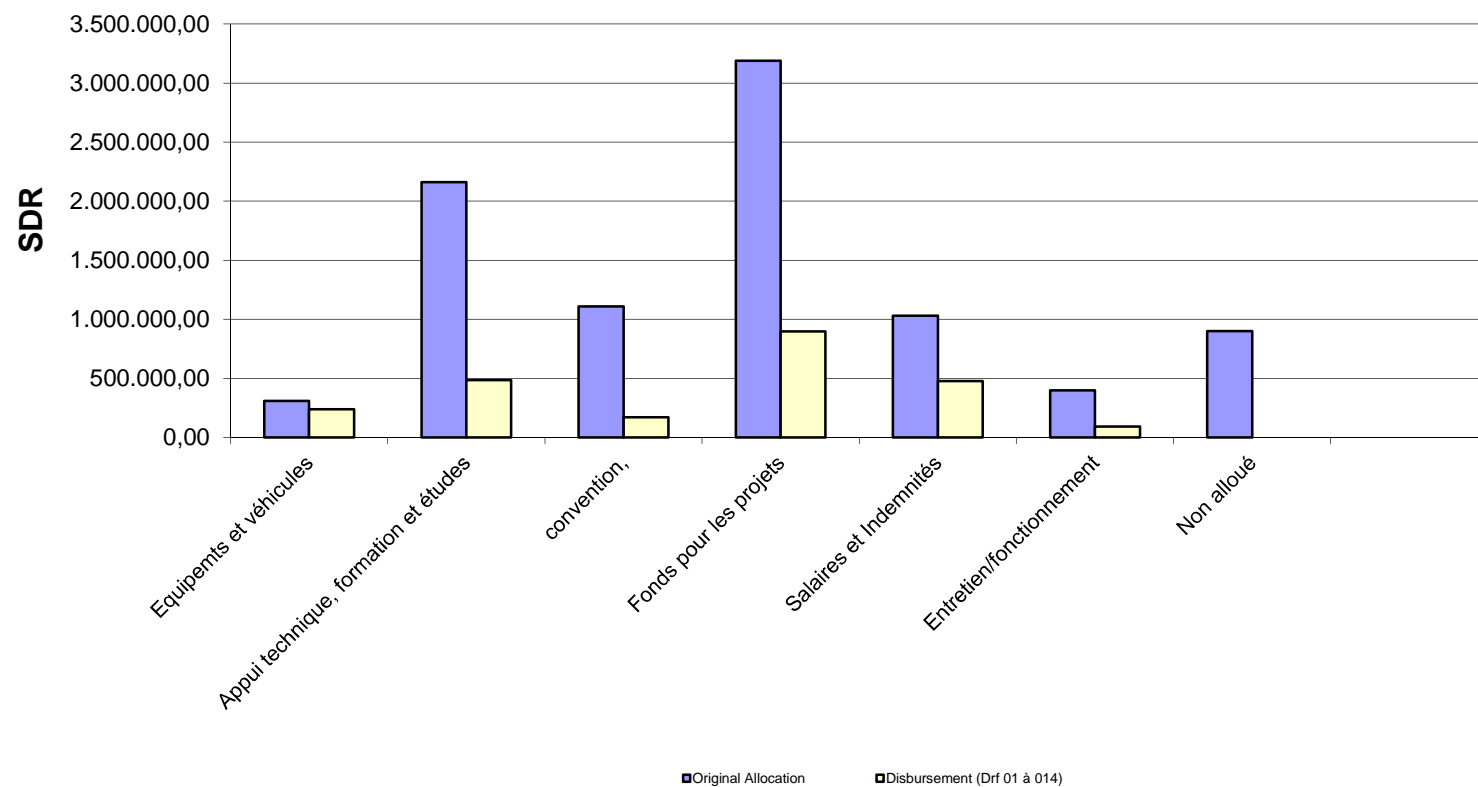
Bénéficiaires:155 023 863 F CFA soit 307,31 USD au taux du 30/11/12; 1USD/FCFA = 504,451

**Tableau 3C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 31/10/2012)**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 014)	Balance	%	W/A Pending (15 au Fida )	W/A Pending (17 au PAFA)	Total	%
I	Equipemts et véhicules	310 000,00	239 076,42	70 923,58	77,12%			239 076,42	77,12%
II	Appui technique, formation et études	2 160 000,00	484 943,13	1 675 056,87	22,45%	52 950,22	55 502,45	593 395,80	<b>27,47%</b>
III	convention,	1 110 000,00	172 632,82	937 367,18	15,55%	5 033,52	32 003,93	209 670,26	18,89%
IV	Fonds pour les projets	3 190 000,00	899 123,95	2 290 876,05	28,19%	58 047,59	74 098,88	1 031 270,43	32,33%
V	Salaires et Indemnités	1 030 000,00	477 400,45	552 599,55	46,35%	47 346,90	27 706,87	552 454,22	<b>53,64%</b>
VI	Entretien/fonctionnement	400 000,00	92 641,81	307 358,19	23,16%	11 603,91	5 992,06	110 237,78	<b>27,56%</b>
VII	Non alloué	900 000,00		900 000,00	0,00%			0,00	0,00%
	Dépôt initial		668 894,24					668 894,24	
	Sous Total	9 100 000,00	3 034 712,82	6 065 287,18	<b>33,35%</b>	174 982,15	195 304,18	3 404 999,15	<b>37,42%</b>
II	Don FIDA/Appui technique	170 000,00		0,00	<b>0,00%</b>	0,00	11 665,83	11 665,83	<b>6,86%</b>
	Total/prêt /Don	9 270 000,00	3 034 712,82	6 065 287,18	<b>33,35%</b>	174 982,15	206 970,01	3 416 664,99	<b>36,86%</b>

au taux de 1DTS = 1,5348 USD et 1 USD = 504,451 FCFA, 1 USD = 0,651546DTS : source IMF/ 30 novembre 2012

**Figure 1: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs**



#### Appendice 4:      Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section 2.03</b> «Compte Spécial du prêt et du don »	«.....le montant autorisé pourra être porté à 750 000 000 FCFA en fonction des besoins financiers du projet, sur la base des PTBA et d'une recommandation des missions de supervision.....».	31/10/12	A mettre en œuvre Une requête du MEF est datée du 29/11/12, a été envoyée au FIDA. La DRF N° 16, y relative est en traitement à la DI et sera envoyée au FIDA avant le 31/12/12.	Le niveau du compte spécial actuel est de 500 000 000 FCFA. Il s'agit de le porter à 750 000 000 FCFA pour faire face aux besoins de financement des sous projets d'accès au marché et de développement des filières.
<b>Section 7.08</b> «Assurance » des conditions Générales	« L'emprunteur ou l'agent Principal du projet assure les biens et les constructions utilisés dans le cadre du projet contre les risques à des montants conformes à de saines pratiques commerciales ».	Pour mémoire	Cf. observations	Les véhicules immatriculés en AD-TT (Administration) ainsi que les locaux mis à dispositions (contenant et contenu) sont couverts en matière d'assurance par l'Agence Judiciaire de l'Etat. Maintien du statu- quo.

## Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA 2012

Période : Janvier - Juin 2012 à Kaolack, Sénégal								
Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
<b>Composante I : Diversification agricole et accès au marché</b>								
<b>Sous Composante 1.1 : Appui à la production et à la contractualisation avec les opérateurs de marché</b>								
<b>11A1 : Information et sensibilisation</b>	Nombre de contrats de performane signés avec l'ANCAR (DZ BAN et DZ BAS)	nombre	2	2	100	4	10	40
	nombre de protocoles signés avec les CCIA (Kaolack, Fatick, Diourbel, Kaffrine et Dakar)	nombre	5	4	80	8	12	67
	Nombre d'ateliers communautaires d'information et de sensibilisation organisés	nombre	30	80	267	148	101	147
	nombre d'ateliers d'information spécifiques aux femmes rurales et aux jeunes ruraux	nombre	8	1	13	5	20	25
	Nombre d'ateliers d'information des Opérateurs de Marché organisés	nombre	4	2	50	8	ND	
	Nbre de journées d'intermédiation commerciale	nombre	4	2	50	3	ND	
	Nombre d'émissions radio animées	nombre	12	5	42	22	ND	
<b>1.1.A2 : Préparation des sous projets accès aux marchés</b>	Nombre de rencontre du comité technique d'analyse des fiches de pré-qualification	nombre	6	3	50	2	6	33
	Nombre d'ateliers de mise à niveau des membres des CRA	nombre	4	4	100	8	8	100
	Nombre de réunions d'approbation des SPAM	nombre	8	4	50	8	20	40
	Nombre de sous projets (SP) mil/sorgho cofinancés	nombre	13	40	308	51	18	283
	Nombre de sous-projets de niébé cofinancés	nombre	15	29	193	46	33	139
	Nombre de sous projets de sésame cofinancés	nombre	15	2	13	10	20	50
	Nombre de sous projet aviculture cofinancés	nombre	20	35	175	38	46	83



	Nombre de sous projets bissap cofinancés	nombre	11	6	55	6	13	46
	Nombre de sous projet filière complémentaire cofinancé	nombre	5	4	80	4	38	11
	Nombre de ménages bénéficiaires des sous projets	nombre	5 233	4 482	86	7 302	14 000	52
	Nombre d'OP engagées	nombre	95	139	146	179	300	60
	Nombre d'OM engagés dans les SPAM	nombre	12	36	300	44	ND	
	Nombre d'autorisation FRA obtenus par les OM	nombre	5	35	700	35	30	117
	Nombre d'unités de transformation produits agricoles consolidés	nombre	4	6	150	6	ND	
<b>1.1.A3 Appui et suivi de la mise en œuvre des SPAM</b>	Superficies cultivées en Mil/sorgho	ha	2400	3344	139	5364	4600	117
	Superficies cultivées en Niébé	ha	700	670	96	1150	1410	82
	Superficies cultivées en Sésame	ha	1300	296	23	1546	2900	53
	Superficies cultivées en Bissap	ha	550	266	48	266	1000	27
	Nombre de poulaillers améliorés construits (Aviculture)	nombre	800	706	88	846	640	132
	Nombre de sujets avicoles introduits	nombre	8000	7060	88	8460	6400	132
	Nombre de CEF (relais formés)	nombre	190	188	99	188	ND	
	Nombre de producteurs formés sur les BPA	nombre	3000	3760	125	4360	6000	73
	Nombre de producteurs formés sur les BPAnimaux	nombre	100		0	140	1000	14
	Nombre de Manuels sur bonnes pratiques agricoles élaborés	nombre	4	3	75	3	5	60
	Nombre de visites d'échanges sur les Bonnes Pratiques Agricoles	nombre	4	2	50	7	20	35
	Nombre de OP faitières (réseaux des OP) créés/consolidés	nombre	3		0	6	10	60
	Nombre de protocole avec CADL	nombre	4	4	100	4	ND	
	Nombre de missions de Suivi et d'appui conseil aux SPAM	nombre	24	37	154	114	ND	
	Protocole avec DRDR	nombre	4	4	100	8	16	50
	Nombre de SPAM financés	nombre	80	116	145	156	150	104
	Nombre d'OP engagées	nombre	95	116	122	156	300	52
	Volume total de financement mobilisé par le partenariat OP/OM pour les SPAM (en millions F CFA par an)	Millions F CFA	300	4	1	387	2418	16

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
<b>Sous Composante 1.2 : Infrastructures d'irrigation à la parcelle</b>								
<b>12A1 : Réhabilitation, Réalisation des périmètres et équipement d'irrigation</b>	Superficies aménagés ou remises en état	ha	30	17	56	22	280	8
	Superficies équipés de système d'irrigation	ha	30	9	31	14	280	5
	Nombre de comités de gestion mis en place/consolidés	nombre	30	10	33	14	80	18
	Membres de comité de gestion formés	nombre	50	10	20	49	ND	
<b>12A2 : Intrants intensification agricoles</b>		ha	30	49	163	54	280	19
	Superficies mises en valeur							
<b>12A3 : Assistances à la maîtrise d'ouvrage technique et sociale</b>	Manuel sur BP maraichères élaboré	nombre	1	0	0	0	1	0
	Protocole avec ARD	nombre	4	4	100	8	12	67
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production maraichères	nombre	130	95	73	95	ND	
<b>12A4 : Études, Contrôle et suivi des travaux</b>	Élaboration de guide de suivi, de gestion et de maintenance des infrastructures d'irrigation	nombre	1	0	0	0	1	0

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
<b>Composante II : Développement et Structuration des filières</b>								
<b>Sous composante 2.1 : Développement des filières</b>								
<b>21B1 : Table de concertation, plans stratégiques et plan d'action</b>	Nombre de tables concertation filières (mil/sorgho, sésame, Nièbé, Bissap et aviculture) mis en place	nombre	2	0	0	3	5	60
	Nombre de plans stratégiques élaborés	nombre	2	0	0	3	5	60
	Nombre de plans d'action annuel élaborés/réactualisés	nombre	5	3	60	3	5	60
	Nombre de contrats de performance signés avec prestataires filières et directions techniques	nombre	5	5	100	5	5	100
	Nombres de réunions des tables filières	nombre	16	12	75	24	ND	
	Organisations faitières consolidées et/ou créées	nombre	7	10	143	12	10	120
	Niveau d'exécution des plans d'actions filières	%	30	50	2	55	60	92
<b>21B2 : Préparation, mise en œuvre et suivi des sous projets filières</b>	Producteurs et productrices ayant appliqués les bonnes pratiques agricoles recommandées	nombre	150	240	160	750	4200	18
	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	ha	100	0	0	3730	10197	37
	nombre de sous projet innovations techniques et commerciales cofinancés	nombre	4	4	100	4	5	80
	Nombre de sous-projets de renforcement des capacités des organisations faitières de producteurs cofinancés	nombre	4	1	25	2	5	40
	Nombre de sous projets d'appui à la diffusion de solutions techniques et organisationnelles cofinancés	nombre	4	12	300	12	5	240
	Nombre de sous projet d'appui à la gestion de l'environnement cofinancés	nombre	4	0	0	0	5	0
<b>21B3 : Accès à la finance rurale</b>	Nombre de couples OP/OM ayant bénéficié des crédits de commercialisation	nombre	30	0	0	13	100	13
	Volume total de financement mobilisé par les couples OP – OM pour financer les activités	Millions F CFA	200	2	1	385	1300	30

	Taux de remboursement des encours des prêts obtenus	%	95	99	104	150	95	157
	Fora sur le financement	Nombre	1	0	0	0	ND	
	Rencontres d'intermédiations financières entre les couples OP/OM et les IMF et structures bancaires	Nmbre	5	2	40	5	ND	
	Partenariat PAFA-SAFIR; PAFA-Mutuelle d'épargne et de crédit	protocole	1	0	0	0	ND	
<b>Sous composante 2.2 : Infrastructures communautaires</b>								
<b>22B1 : Information et sensibilisation des Élus locaux</b>	Nombre d'élus locaux informés sur la mise en œuvre des infrastructures communautaires	nombre personnes	300	65	22	65	ND	
<b>22B2 : Préparation et mise en œuvre des sous projets d'infrastructures communautaires</b>	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (hangar)	nombre	6	0	0	0	30	0
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de collecte primaire)	nombre	15	0	0	1	38	3
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de stockage)	nombre	6	0	0	0	36	0
	Routes construites/remises en état (Km)	km	30	0	0	0	100	0
	Superficies aménagés autou des bas fonds	ha	60	0	0	0	120	0
<b>22 B 3 Assistance à la maitrise d'œuvre technique et sociale</b>	comités de gestion et de maintenance des infrastructures hydrauliques fonctionnels	nombre	15	5	33	5	40	13
	groupe de commercialisation créés/consolidés	nombre	21	7	33	8	40	20
	Nombre de membres des comités de gestion formés	nombre	100	25	25	25		
	Réunions spécifiques pour la participation des femmes et des jeunes dans les comités de gestion et de maintenance	nombre	4	0	0	0	ND	
	Élaboration-cadre de gestion environnementale et sociale	nombre	1	0	0	0	1	0

Composante III : Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet									
Sous composante 3.1: Concertation nationale et gestion des savoirs									
31C1 : Dialogue politique/concertation interprofessionnelle		nombre cadre	2	0	0	0	5	0	
	cadres de concertations interprofessionnels mis en place								
	nombre de Fédérations de producteurs et productrices appuyé (renforcement des capacités techniques, organisationnels et institutionnels)		nombre OP faitière	4	3	75	9	10	90
	rencontres entre Gouvernement et les cadres de concertation interprofessionnels		nombre rencontre	2	0	0	0	ND	
	visites d'échanges d'expériences organisées en direction des producteurs, productrices et staff du PAFA au burkina ..etc		nombre visite	3	0	0	0	ND	
	Accompagnement de la DAPS aux cadres interprofessionnels		protocole	1	1	100	3	5	60
	Forum sur le rôle et la place des femmes et des jeunes dans les projets de développement rural organisé		nombre	1	0	0	0	2	0
31C2 : Collecte, traitement et diffusion d'information et gestions des savoirs	Nombre de couples OP/OM informés sur les prix dans les marchés		Nombre	100	0	0	0	300	0
	Notes de conjonctures sélaborées		Nombre	4	1	25	1	16	6,3
	Manuels de bonnes pratiques édités en français et langues nationales		Nombre	5	3	60	3	7	43
	Partenariat PAFA-ARM et CSA pour la collecte des prix des produits agricoles dans les marchés		Nombre de protocole	1	0	0	0	3	0
	Étude sur la mise en marché des produits agricoles dans les loulmas réalisée		nombre	1	0	0	0	1	0
	bulletins périodiques agro-filières édités		nombre	2	2	100	4	10	40
	nombre de visite d'échanges d'expériences sur les filières soutenues par le projet		nombre	3	2	67	2	ND	

Sous composante 3.2: Coordination, gestion et Suivi évaluation								
32C1 : Coordination et gestion administrative et financière	Taux d'exécution des activités du PTBA	%	90	65	72	147	75	196
	Réunions du comité de pilotage organisées	nombre	2	0	0	3	12	25
	Nbre de réunions de coordination trimestrielles organisées	nombre	4	2	50	6	22	27
	Nbre de réunions de coordination mensuelle	nombre	10	7	70	15	60	25
	Nombre d'audit des comptes du projet réalisé	Nombre	1	1	100	2	5	40
	Taux d'exécution des activités du PPM	%	90	30	33	30	100	30
	Demandes de décaissement (DRF et DPD) préparées à temps	Nombre	8	4	50	11	40	28
	Renforcement des capacités des opérateurs et prestataires	nombre de session	3	2	67	2	ND	
	Formations du personnel UCP	nombre de session	6	2	33	1	ND	
	Étudiants et stagiaires	Nombre	3	1	33	1	ND	
	Protocole d'accord avec radios locales	Protocole	3	2	67	2	ND	
	Payements salaires, indemnités, charges patronales	Mois	12	6	50	24	60	40
	Sélection d'une société d'assurance pour la prise en charge médicale du personnel	nombre	1	1	100	1	1	100
	Missions de supervision	nombre	2	0	0	3	12	25
	Visite des réalisations du projet par autorités, CRA	Nombre	5	0	0	2	12	17
	Entretien du bâtiment, équipement et véhicules	mois	12	6	50	18	40	45
	Frais de gestion	mois	12	6	50	18	40	45
	Évaluation du personnel de l'UCP	Nombre	1	1	100	2	5	40
	Évaluation contrats de performance et protocoles d'accord	Nombre	1	0	0	1	5	20
	Ateliers internationaux	nombre	2	0	0	2	ND	
32C2 Suivi-évaluation	Niveau de fonctionnalité du système de suivi évaluation	%	100	75	75	75	100	75
	Producteurs et productrices les plus performants primés	nombre	10	0	0	0	ND	
	OP/OM les plus performantes primées	nombre	4	0	0	0	ND	
	Ateliers d'auto-évaluation des sous projets sont organisés	nombre	50	36	72	72	150	48
	Degré de vulnérabilités de 4000 ménages sont évalués	nombre	4000	0	0	2817	14000	20
	Nombre de missions de contrôle de qualité de l'exécution des activités réalisées	nombre	8	2	25	9	48	19

**Appendice 6 : Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits**

**Période : 01/01-30/11/2012**

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
Améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin Arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées.	<b>IOD1</b> - *% de ménages cibles bénéficiant d'une sécurité alimentaire accrue d'au moins 30 %	<b>60 %</b>			
	<b>IOD2</b> - *Taux de baisse du % de prévalence de la malnutrition infantile	<b>30 %</b>	<b>Insuffisance</b> % de filles : 15 <b>pondérale (poids/âge)</b> % de garçons : 17 <b>Malnutrition</b> % de filles : 28 <b>chronique (taille/âge)</b> % de garçons : 31 <b>Malnutrition</b> % de filles : 9 <b>Aigue (poids/taille)</b> % de garçons : 12		Les valeurs sont fournies par l'enquête SYGRI de référence
	<b>IOD3</b> - *% de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté	<b>20 %</b>	<b>Ménages les plus pauvres</b> % des ménages : 20 % des femmes Chefs de ménage : 5 <b>Ménages pauvres</b> % des ménages : 19,9 % des femmes Chefs de ménage : 7 <b>Ménages moyennement pauvres</b> % des ménages : 20 % des femmes Chefs de ménage : 6 <b>Ménages riches</b> % des ménages : 19,9 % des femmes Chefs de ménage : 7		

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
			<b>Ménages très riches</b> % des ménages : <b>20</b> % des femmes Chefs de ménage : 13		
	<b>IOD4</b> –Nombre de bénéficiaires des services du projet	<b>140 000</b>	0	<b>73 458</b>	Nombre de personnes bénéficiaires
	<b>IOD5</b> – Nombre de ménages bénéficiaires	<b>14 000</b>	0	<b>7373</b>	Nombre de ménages bénéficiaires
<b>OS1</b> : Les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables fondées sur des arrangements contractuels avec des opérateurs de marchés dans le cadre de filières porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local.	<b>IR101</b> - Niveau d'augmentation des revenus des petits producteurs impliqués dans des SPAM	30%	0 %	0%	Des enquêtes thématiques sont prévues en 2012
	<b>IR102</b> - % des bénéfices dégagés par les SPAM bénéficiant directement aux petits producteurs	60%	0%	0%	
	<b>IR103</b> - *Niveau d'accroissement des revenus des producteurs bénéficiant de parcelles irriguées	50%	0%	0%	
<b>OS2</b> : Les acteurs des filières sélectionnées, dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin arachidier et au niveau	IR201 - % de la valeur ajoutée perçue par les producteurs aux niveaux local, régional et national dans les filières appuyées par le projet.	30%	0%	0%	
		60%	0%	50 %	



Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement.	<b>IR202 - % de recommandations des tables de concertation mises en œuvre bénéficiant directement aux groupes vulnérables, dont les femmes et les jeunes (par filière)</b>				
	<b>IR203</b> – Nombre de lois et réglementations favorables aux petites exploitations agricoles en cours d'application aux niveaux local, régional et/ou central.	6	0%	2	Lois sur la protection sociale (assurance maladie) Loi sur les Filières Marchés au niveau régional
	<b>IR204</b> - Taux de satisfaction des OP/ OM par rapport à la qualité du dialogue politique et des services rendus par les Tables filières	60%	0%	0%	
	<b>IR205</b> - % des infrastructures communautaires réalisées, régulièrement et correctement entretenues	80%	10 %	0%	
	<b>IR206</b> - Taux de satisfaction des OP des filières sur la prise en compte de leurs besoins dans la planification et la réalisation des investissements communautaires	60%	0%	0%	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
<b>Composante 1/ Diversification agricole et accès au marché</b>					
Les OP commercialisent une gamme plus variée de produits dans le cadre d'accords contractuels durables et mutuellement bénéfiques avec des OM.	<b>IRI101</b> : Nombre de SPAM élaborés et financés pour les filières	150	0	156	
	<b>IRI102</b> : Nombre d'OP engagées dans les SPAM	300	0	179	
	<b>IRI103</b> : Volume de financement mobilisé par le partenariat OP/ OM pour les SPAM (F CFA)	<b>2 418 000 000</b>	0	<b>383 000 000</b>	
	<b>IRI104</b> : % de financement des SPAM assumé par les OP/OM	<b>50%</b>	0%	<b>65.35 %</b>	
	<b>IRI105</b> : Encours de prêts octroyés aux OP/ OM partenaires (F CFA)	<b>1 300 000 000</b>	0	<b>184 387 521</b>	
	<b>IRI106</b> : Taux de remboursement des encours des prêts obtenus :	<b>95%</b>	0%	100%	
	<b>IRI107</b> : Evolution des surfaces cultivées par filière (en Ha) et du nombre de sujets (aviculture)				
	mil/Sorgho	<b>4600</b>	0	<b>5364</b>	
	niébé	<b>1410</b>	0	<b>1150</b>	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	sésame	2900	0	1546	
	Bissap	1000	0	266	
	<b>sujets</b> (Aviculture)	6400	0	8460	
	Sous secteur du maraîchage	280	0	49	
	(Autres : apiculture : nombre de ruches)		0	50	
	<b>IRI108 : Taux de croissance des revenus par Ha et par filière :</b>				
	Mil/Sorgho :	30%	0%	16 %	
	Niébé :	40%	0%	17%	
	Sésame :	30%	0%	40%	
	Bissap :	30%	0%	0%	
	Aviculture :	40%	0%	60%	
	Sous secteur maraichage	40%	0%	0%	
	Autres (apiculture)	20%	0%	0%	
	<b>IRI109 : Evolution des volumes de production enregistrés par filière (en Tonnes):</b>				
	Mil/Sorgho :	4700	0	2225	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	Niébé :	705	0	248	
	Sésame :	2280	0	685	
	Bissap :	355	0	0	
	Aviculture :	100	0	1	
	Ss secteur maraîchage	3961	0	5	
	Autres (apiculture) :		0	0	
	<b>IRI1010 : Part des volumes de productions mise en marché par filière (en %)</b>				
	Mil/Sorgho :	50%	0	50%	
	Niébé :	60%	0	35%	
	Sésame :	80%	0	90%	
	Bissap :	50%	0	0%	
	Aviculture :	70%	0	80%	
	Ss secteur maraîchage :	80%	0	0%	
	Autres (apiculture) :				
	IRI1011 : *Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	6000	0	4360	Dont 600 en 2011

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
Les infrastructures d'irrigation à la parcelle nécessaire pour accroître la productivité de l'agriculture et l'intensité culturale sont mises à la disposition des petits producteurs	<b>IRI1012</b> : % des producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées	<b>70%</b>	0%	85 %	
	<b>IRI1013</b> : % de ménages agricoles touchés bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques	<b>30%</b>	0%	9%	371 ménages bénéficient des aménagements
	<b>IRI1014</b> : * Superficie (ha) de périmètres irrigués aménagés (par genre)	<b>280</b>	0	9.5	
<b>Composante 2/ Développement et structuration des filières</b>					
Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées surmontent les principales contraintes entravant le développement de leur filière, dans le cadre de concertations et de plans stratégiques et opérationnels d'actions adaptés.	<b>IRI201</b> - % d'OP représentent les petits producteurs, les femmes, les jeunes dans les tables de concertation	<b>50%</b>	0	44 %	
	<b>IRI202</b> : % de productrices parmi les membres des instances décisionnelles des OP partenaires du projet (faïtières)	<b>40%</b>	0%	30%	
	<b>IRI203</b> : % de producteurs/OP représentés dans les tables de concertation régionales (et nationales)	<b>30%</b>	15%	54%	
	<b>IRI204</b> : Nombre de tables filières mises en place et fonctionnelles (réunions, plan stratégique et plans d'actions	<b>6</b>	0	3	Les tables filières mil/sorgho, sésame , niébe. le processus pour la

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	annuels, auto-évaluations,)				mise en place de la table bissap a débuté depuis le mois de juin 2012 avec la direction de l'horticulture et les différents acteurs de la filière.
	IRI205 : Niveau d'exécution des plans d'actions filières	60%	0%	50%	
	<b>IRI206</b> : Part des faitières dans les volumes d'intrants consommées par les OP touchées	<b>40%</b>	0%	-	
	<b>IRI207</b> : Part des faitières dans les volumes de productions évacués par les OP touchées	<b>40%</b>	0%	-	
	<b>IRI208</b> : Nombre de sous projets filières par type qui ont été élaborés et menés à bien :	<b>30</b>	0	17	Production de semences (mil, niébé et sésame) Participation aux foires (2 foires) Renforcement des capacités des OP faitières Appui institutionnel aux OP faitières Appui à la diffusion de solutions techniques et

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
					commerciales de la (Fédération Nationale des Centrales d'Achat
Les infrastructures collectives nécessaires pour lever les principales contraintes à la commercialisation au sein des filières prioritaires, sont construites et gérées durablement.	<b>IRI209</b> : * % des comités de gestion d'infrastructures fonctionnels (par type d'infrastructure)	<b>80%</b>	0%	2 %	
	<b>IRI2010</b> : * Nombre d'installations de commercialisation, de transformation, de stockage aménagées et/ou remises en état.	<b>80</b>	0	1	1 magasin de collecte primaire réceptionné. 20 conventions de financement pour la réalisation de magasins de stockage et de collecte primaire sont encours de signature depuis juin 2012
	<b>IRI2011</b> : Part des producteurs SPAM ayant accès aux infrastructures financées	<b>70%</b>	0%	10 %	
	<b>IRI2012</b> : Niveau d'utilisation de ces infrastructures (par exemple évolution des volumes stockés)	<b>80%</b>	0%	0%	
<b>Composante 3 / Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet</b>					
Les OP et OM actifs dans les filières appuyées par le	<b>IRI301</b> : Nombre et type d'outils d'information	<b>30</b>	0	10	Plus bulletin agro

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
projet ont accès aux informations dont ils ont besoin pour améliorer leurs performances	développés pour les OP et OM des filières retenues				filière
	<b>IRI302</b> : Part des OP de la zone satisfait de la qualité des informations disponibles sur les marchés agricoles	<b>50%</b>	0%	0%	
	<b>IRI303</b> : Part des OM actifs satisfaits de la qualité des informations disponibles sur les filières agricoles ciblées	<b>50%</b>	0%	0%	
Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées se réunissent au niveau national et formulent des recommandations quant aux mesures à prendre par le Gouvernement et/ou d'autres intervenants au niveau national.	<b>IRI304</b> : Nombre d'OP et/ou faitières représentées au sein des cadres de concertation interprofessionnels au niveau national	<b>6</b>	0	0	
	<b>IRI305</b> : Nombre de recommandations des cadres filières formulées et mises en œuvre (cumul)	<b>10</b>	0	0	
Les ressources du projet sont utilisées avec efficience et en cohérence avec les objectifs et les résultats attendus du projet.	<b>IRI306</b> : *Taux de décaissement des prêts et dons	<b>99%</b>	<b>0%</b>	<b>30 %</b>	Sans les engagements aux 30 juin 20122
	<b>IRI307</b> : Au moins 75 % des activités et budgets prévus dans le PTBA sont réalisés et déboursés	<b>75%</b>	0%	79 %	



Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	<b>IRI308</b> : Le système de S&E est mis en place et fonctionnel	Oui	non	Oui	Informatisation SISE en cours
	<b>IRI309</b> : Nombre de rapports d'exécution technique, financier et d'audit du projet fournis à temps	12	0	5	
	<b>IRI3010</b> : Les instances de pilotage se réunissent régulièrement	2	0	3	
	<b>IRI3011</b> : % des indicateurs de performance clés sont clairement identifiés et mesurés	90%	0%	75 %	
Les agences d'exécution chargées de la mise en œuvre des activités du projet sont compétentes et contribuent efficacement à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus du projet	<b>IRI3012</b> : Les indicateurs de performance stipulés dans les contrats des AE sont atteints :	80%	0%	65 %	

## **Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation**

### **Apprentissage**

**Ateliers d'auto-évaluation des SPAM.** Les couples OP/OM appuyés par les CAR, les élus locaux, les CLCOP et les CADL, ont réalisé des ateliers d'auto-évaluation pour faire le bilan, identifier les contraintes et tirer les enseignements de la mise en œuvre des sous projets. Au total, 36 ateliers d'autoévaluation ont été organisés au niveau des sites de mise en œuvre des sous projets. Globalement, 1535 producteurs et opérateurs de marché dont 54% de femmes et 46% d'hommes bénéficiaires ont pris part à ces ateliers.

**Journées techniques par filière.** Le projet a initié 3 journées techniques pour les filières Mil/sorgho, niébé et sésame pour partager avec les différents acteurs des filières (les OP, les opérateurs de marché, les tables filières, les services techniques déconcentrés, les élus locaux, les agences d'exécution et prestataires, les institutions de financement, la presse) les rapports des DRDR sur la mise en œuvre des sous projets financés par le projet.

Les producteurs et opérateurs de marché ont partagé les d'expériences acquises lors de l'exécution des sous projets et dégagé les facteurs de succès de la contractualisation.

**Forum annuel des acteurs des filières prioritaires du projet.** Trois (3) fora ont été organisés pour les filières niébé, mil/sorgho et sésame pour faire le point de la mise en œuvre des sous projets durant la campagne agricole 2012/2013 et partager avec les acteurs les différents enseignements, les bonnes pratiques, les contraintes et recommandations.

**Renforcement des capacités sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA).** Deux cents soixante et onze (271) Conseillers en Exploitation Familiale (CEF) (30% de jeunes, 27.7 % de femmes et 38.4% d'hommes adultes) ont bénéficié de 2 sessions de formation sur les BPA de niébé, 3 sessions de formation sur les BPA de Mil/sorgho, 1 session sur le sésame et 1 session sur l'aviculture villageoise améliorée. Les CEF appuyés par les CAR et en référence aux manuels de BPA ont assuré la démultiplication de la formation au niveau local. Ainsi, 3760 producteurs et productrices (13% de femmes adultes, 19% de jeunes filles, 28% de jeunes garçons et 40% d'hommes adultes) ont bénéficié de 215 sessions de formation sur les BPA du Mil/sorgho, Niébé, sésame et aviculture villageoise améliorée. Trois (3) manuels de BPA et 1 manuel sur l'aviculture villageoise sont élaborés et mis à la disposition des Organisations de Producteurs. Ces manuels ont servi de support à la formation des CEF.

**Visites d'échanges des producteurs et productrices.** Deux (2) visites d'échanges ont été organisées au profit de 70 producteurs et productrices (78% de femmes et 22% d'hommes) membres des comités de gestion dans les fermes du Plan REVA réalisées en aval des forages de Gapakh, Diaglé. Les thèmes ont porté sur la gestion de périmètres, les méthodes de fertilisation, les mécanismes de commercialisation et les itinéraires techniques. L'objectif est la préparation de la mise en valeur des périmètres maraichers à réhabiliter dans les régions de Kaolack et de Diourbel.

**Formation sur les outils Analyse Socio-Economique selon le Genre (ASEG) appliqués aux filières agricoles.** Pour une meilleure prise en charge de la dimension genre dans la mise en œuvre des activités, le dispositif technique (UCP, prestataire filière, tables filière, les directions techniques, les agences d'exécution, les chambres de commerce, les OP faitières) du projet a bénéficié d'une session de formation sur les outils ASEG appliqués aux filières agricoles. Vingt quatre (24) personnes ont pris part à la formation. Par la suite, l'UCP a appuyé les organisations faitières à démultiplier la

formation à la base. Au total, 110 personnes dont 80% de femmes et 20% d'hommes membres de l'UGF, d'UNICOM, de la Centrale d'Achat de Latmingué et du Conseil Rural ont bénéficié de la démultiplication de la formation genre.

**Renforcement de capacités sur la transformation et la restauration.** En partenariat avec l'Office National de la Formation Professionnelle (ONFP), 2 sessions de formation des formateurs sur la transformation et la restauration ont été organisées dans la région de Kaffrine, au profit de 35 femmes dont 15 à Nganda et 20 à Dimiskha. Plusieurs types de recettes (plats, jus, galettes et les techniques de fabrication du savon à base de produits locaux) ont été démontrées. Il est prévu de mettre en place un réseau de jeunes femmes restauratrices dans la zone d'intervention du projet qui vont s'engager comme OM auprès des OP. La démultiplication de la formation est en cours et chaque femme formée devra démultiplier les acquis auprès de 15 autres femmes de sa localité. L'édition de livrets recettes sur le mil, mais et le sésame est prévu en février 2013.

**Edition de bulletins trimestriels «agro-filières».** Le PAFA a initié l'édition d'un bulletin de liaison trimestriel dont le contenu porte essentiellement sur les comptes rendus d'expériences, les portraits des acteurs, l'état d'avancement sur les réalisations et les résultats des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Le but visé est d'informer les acteurs des filières, les partenaires institutionnels du PAFA, les autorités administratives, les partenaires financiers sur l'état d'avancement des activités et leur impact sur les ménages, Ainsi, 500 exemplaires du premier numéro ont été distribués aux différents partenaires du projet et le deuxième numéro est disponible.

**Capitalisation d'expériences.** Afin d'institutionnaliser le processus de capitalisation d'expériences dès le démarrage du projet, l'UCP bénéficie d'une assistance technique pour former les agents sur les outils de capitalisation afin d'identifier les thèmes prioritaires et pertinents de capitalisation ; de documenter ces thèmes ; de produire et d'éditer des documents de capitalisation. A cet effet, un atelier de formation a été organisé au profit des agents de l'UCP, de l'ANCAR, des ARD, des CCIA, des prestataires filières, des services techniques de l'Etat, des tables filières et des représentants des organisations de producteurs et productrices.

**Emissions Info – filières.** Le projet a signé des protocoles d'accord avec Sud Fm et les radios communautaires de Kaffrine et Koundoul pour diffuser et vulgariser des informations nécessaires et utiles aux producteurs. Quatre (4) émissions portant sur le niveau d'avancement des activités du projet et les BPA du mil, du niébé et du sésame, ont été enregistrées et diffusées. Ces émissions ont été animées par les formateurs et les CEF durant les sessions de formation.

**Informations sur les marchés.** A la suite de la signature des contrats de commercialisation entre les OP et les OM, la table filière niébé met par SMS à la disposition des couples OP/OM des informations sur les prix du mil et du niébé pratiqués dans le marché de la commune de Diourbel et le marché hebdomadaire de Mbafaye. Les tables filières à partir de leur page web disposent d'une base d'informations sur les prix, les opérateurs de marché et les marchés.

**Participation à la 13<sup>e</sup> édition de la FIARA.** Le PAFA a pris part à la 13<sup>e</sup> édition de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA). Cette participation a été marquée par les institutions et les acteurs que le projet appuie notamment les tables filières, les prestataires filières et les CCIA. Elle s'est matérialisée par l'aménagement de 4 stands : 1 stand institutionnel du PAFA, 3 stands pour chacune des filières mil/sorgho, niébé et sésame. Le projet a saisi cette opportunité pour assurer une information et communication institutionnelle sur le projet; organiser et/ou prendre part aux différents fora et journées organisés (journée de la région de Fatick parrainée

par le PAFA; forum sur la place de l'entrepreneuriat rural dans les politiques nationales de création d'emplois et de richesses en relation avec le PROMER 2) ; organiser des journées de promotion économiques par filière; offrir aux OP partenaires du projet une vitrine commerciale pour leurs produits et leurs réalisations ; saisir les opportunités commerciales à travers la commercialisation de produits élaborés par les transformatrices et transformateurs. Durant la FIARA, le PAFA en relation avec les CCIA a effectué un recensement des opérateurs économiques impliqués dans les filières mil/sorgho, niébé, sésame et aviculture.

## **Innovations**

**Association Mil/jatropha.** Le PAFA en partenariat avec la coopérative des producteurs de Jatropha met en œuvre un programme d'association mil/jatropha sur 200 ha dans le village de recasement des lépreux de Koutal Malick Ndiaye. Il s'agit d'améliorer la fertilité des sols, de favoriser une disponibilité en graine de jatropha.

**Semis en humide du mil.** Pour lutter contre le striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, les projets et programmes recommande aux porteurs de sous projets la réalisation du semis du mil en humide après labour profonds. Cette technique appliquée par les porteurs des sous projets a donné des rendements record variant entre 1100 et 2900 kg/ha.

**La gestion communautaire du matériel agricole.** En 2012, le PAFA a mis en place un système de gestion communautaire du matériel agricole. Il consiste à mettre un lot de matériels (semoirs, houes et égreneuses) au niveau des OP porteuses des SPAM sur la base d'un calendrier convenu au sein de l'OP et le comité de gestion met à la disposition des ménages le matériel. Cette initiative a permis à des groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et à des petits producteurs de pouvoir semer en même temps que les autres en respectant les itinéraires techniques. Avant la mise place de ce système, la gestion du matériel agricole était individualisée au niveau des exploitations familiales de la zone d'intervention du projet. Les exploitations familiales qui n'en disposant pas étaient obligées de louer parfois entre 25 000 à 30 000 FCFA pour semer 1 ha (ou de semer les derniers).

**Farine enrichie.** Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché «Xaritou xaleyi» de Koungeul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack appuyés par le PAFA, ont développé, une farine enrichie pour les enfants de 6 mois à 2 ans. La farine est constituée des produits locaux suivants: maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évalué à 40 kcal/100g. Cette farine est en cours d'utilisation par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. De même, un contrat de distribution est en cours de négociation avec un réseau de pharmaciens.